

# Tribune socialiste

N° 389 / 21 NOVEMBRE 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.D.N.P.

## Le vrai complot

Jacques Malterre

**P**endant deux mois le gouvernement a présenté au pays le visage du plus bel optimisme : après l'accident de mai-juin les affaires repartaient bien ; les commandes affluaient ; le budget était une merveille d'intelligence, habileté de M. Ortolini grand maître des finances était porté aux nues ; l'Élysée pouvait se consacrer en toute sérénité au rapprochement franco-américain et à la mise en place de la participation.

Las ! tout cela est par terre comme le pot au lait de Perrette, adieu veaux, vaches, cochons, couvées, adieu équilibre et expansion. En catastrophe, le gouvernement change de politique, il augmente le taux d'intérêt, limite les possibilités de prêts des banques, rationne le crédit à la consommation, et révisé en baisse ses prévisions de dépenses pour 1969.

Ces mesures vont être durement ressenties par les travailleurs, elles com-

promettent notre avenir. Nous avons déjà expliqué dans T.S. que les accords de Grenelle avaient au moins un mérite celui d'avoir relancé l'activité économique par une augmentation de la consommation ; de plus l'afflux des commandes incitait les dirigeants d'entreprises à créer de nouveaux investissements, c'est-à-dire de nouvelles capacités de production. Pour le moment au moins et avant que les hausses de prix ne viennent

(Suite page 3)

**Gauche et  
« gauchisme »**

Pierre Naville

**Visages du  
chômage**

Jacques Ferlus

**Assises du PSU :**

- \* Enseignement
- \* Entreprises

**Pologne et ses  
« partisans »**

Gilbert Chaleil

**Avec Robert  
Lapoujade**

J.-L. Pouillaude

**Mai dans le  
tiers-monde**

Manuel Bridier

□ LES POINGS SUR LES I  
Marcellin missionnaire

**M**onsieur Marcellin est décidé-ment un ministre de l'Intérieur comme on n'en fait plus ! On attendait d'un responsable « dynamique » de notre sécurité intérieure qu'il se soucie de la vague d'espionnage qui sévit dans nos démocraties occidentales. Mais M. Marcellin n'en a cure, et il semble que le Préfet Picard soit le seul haut fonctionnaire bavard dans notre grandiose République... On attendait que la réforme des institutions régionales accélère l'étude des fonctionnaires de la place Beauveau sur le destin de la commune. Mais M. Marcellin n'en a cure, et la « révolution de la décision dans l'espace adéquat », chère à quelques technocrates gaullistes va, si elle voit le jour, se doubler du maintien du village clochermerlesque, dernier bastion de la féodalité bourgeoise de la III<sup>e</sup> République... A tout le moins, on aurait pu attendre que le premier de nos édiles se trouvât ému par les hécatombes quotidiennes sur nos routes. Mais M. Marcellin n'en a cure, et le week-end de la Toussaint fait plus de victimes que la « catastrophe nationale » de Fréjus...

A la vérité, M. Marcellin s'est trouvé une mission, il veut être le Fouché des temps modernes (pas son prédécesseur de triste mémoire, bien sûr, mais le grand, le serviteur de son maître impérial). A ce destin, tous les impératifs de dignité doivent céder et l'on voit le chef de notre police distribuer force médailles dans les casernes de C.R.S. et les blue-jeans à la Préfecture.

Sans doute peut-on s'interroger sur les mobiles de ses actions. La solidarité gouvernementale pèse si peu qu'on le voit menacer de fermer les facultés au moment où son collègue Edgar Faure prêche les vertus de la « participation » universitaire. Et que dire de l'encouragement permanent à la résistance des notables dans le temps où Olivier Guichard prend son bâton de pèlerin pour tenter de sauver ce qui peut l'être encore de son « idée » régionale. Mais les ovations de la piétaille U.D.R. sont là pour nous donner la clé nécessaire. Marcellin est une sorte de sauveur, le vengeur aux ailes immaculées.

A pareille mission, il fallait bien une légende. Et ce fut l'« Octobre Rouge », hélas, sans lendemain. Aujourd'hui, le complot international malheureusement démenti par toutes les informations (et elles sont nombreuses !) ouvertes par la Cour de Sûreté de l'Etat. Mais on n'arrête pas un pareil homme avec des faits. Il a trop d'imagination et d'entregent. Mais, au fait, à quelle école fût-il au temps où son maître fustigeait les affairistes de la précédente République ?

Philippe LAUBREAUX

□ L'empire  
de Citroën à Rennes

**A** Rennes, l'implantation de Citroën a permis la création de plus de 6 000 emplois. La première usine s'est installée en 1953 à la Barre-Thomas et la seconde à la Janais en 1959. En achetant sur place des terrains bon marché et en vendant aux prix forts d'autres terrains de la région parisienne Citroën réalisait déjà une bonne opération. La ville de Rennes qui a fourni les infrastructures et l'alimentation en eau ne reçoit rien en retour, car les usines sont situées hors du territoire communal. A propos de l'usine de la Janais, la C.G.T. parle fort justement « d'usine cadeau ». En effet, Citroën a reçu pour cette installation une subvention gouvernementale d'un milliard et demi d'anciens francs tout en bénéficiant des avantages du décret du 25 mars 1959 : prime de décentralisation, prime pour achat de machine outils, prêt du Conseil national du crédit...

| Elections        | 1965  | 1968                 |                     |
|------------------|-------|----------------------|---------------------|
|                  |       | 1 <sup>er</sup> Tour | 2 <sup>e</sup> Tour |
| — Inscrits ..... | 5 560 | 6 590                | 6 474               |
| — Votants .....  | 4 250 | 258                  | 1 891               |
| — C.G.T. ....    | 1 829 | 181                  | 264                 |
| — C.F.D.T. ....  | 1 308 | 44                   | 70                  |
| — S.I.S.C. ....  | —     | 16                   | 1 470               |

Mais tout ceci est bien naturel aux yeux de Citroën qui considère que tout lui est dû, que cela vienne des Pouvoirs publics ou que cela vienne des travailleurs. La firme considère que les ouvriers doivent travailler dur et sans se plaindre, car leur dette est grande à l'endroit d'une entreprise qui leur a créé tant d'emplois. Les cadres-maison ne se gênent pas pour dire aux travailleurs : « Une fois que vous avez votre bulletin de paye, ça s'arrête là. »

A Rennes, les premières élections de délégués du personnel ont eu lieu en 1965. Les travailleurs votent en masse et C.G.T. comme C.F.D.T. paraissent assurées d'une implantation solide.

Citroën ne leur a jamais pardonné ce succès. Elle réplique en organisant la répression que l'on connaît et qui prend les formes les plus grossières. Mais quelle importance cela peut-il avoir, du moment qu'on se considère comme seigneur de droit divin. C'est à la suite de ces élections que la direction met en place le corps des agents de secteur chargé de la surveillance toute policière du personnel. Elle crée aussi le syndicat indépendant (S.I.S.C.) chargé d'éliminer les syndicats confédérés. Avec les élections de septembre 1968, le but paraît atteint : voir tableau ci-dessus.

Dans cette région où il n'existe pas de tradition ouvrière, Citroën n'a eu que peu de mal à semer la peur parmi les ouvriers.

Depuis Mai

Cependant quelque chose a changé depuis le mois de mai. En effet des accords ont été signés à l'échelon national et ils ont été répercutés à Rennes, non sans subir un certain nombre de modifications. Mais pour la première fois, les militants syndicaux peuvent sortir de la clandestinité. Ils distribuent leurs tracts au grand jour. C'était impensable au mois d'avril dernier.

Mais cela ne se traduit pas par un arrêt des tracasseries et des menaces. Les militants sont toujours persécutés. Les affiches syndicales sont lacérées ou enduites d'huile. La direction interprète les accords de manière singulièrement restrictive : elle prétend que seul le délégué syndical a le droit de distribuer la presse et les tracts. Quand on sait que les deux usines rennaises sont séparées par 10 kilomètres et qu'il n'y a pas moins de cinq sorties par usine, on imagine bien la grossièreté de cette restriction. Récemment encore un militant a été mis à pied pour distribution de tracts.

Malgré ces faits, les travailleurs syndiqués commencent à faire reculer la direction. De plus en plus les victimes de la répression s'expriment

Tribune Socialiste  
Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

**Directeur Politique**  
Christian Guerche  
**Rédacteur en chef**  
Eric Bergaire

**Comité de Rédaction**  
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Michèle Descolongs, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire, Dominique Yvoire.

**Rédaction**  
81, rue Mademoiselle  
Paris-15<sup>e</sup> - Tél. : 306-22-60

**Administration :**  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

**Abonnements**  
6 mois ..... 18 F  
1 an ..... 35 F  
de soutien, à partir de .. 70 F

**Publicité générale au Siège  
de l'administration**  
**Directeur de la Publication :**  
Guy Degorce

Ce numéro est tiré à :  
25.100 exemplaires

MORIAME - PARIS 1968

et le signalent. Alors tout espoir n'est pas perdu, mais la lutte sera longue et serrée.

Autrefois, tout travailleur qui prenait un tract était signalé. Aujourd'hui, on commence à les lire □

L'accord Citroën sur le droit syndical : les restrictions pour Rennes

| Texte national   | Texte de Rennes   |
|--|---|
| Art. 2. — La protection des délégués syndicaux sera assurée dans les conditions analogues à celle des délégués du personnel...   | Art. 2. — La protection DU délégué syndical...  |
| Art. 12. — Les délégués syndicaux seront au nombre de deux par organisation... Ils pourront se faire assister par un délégué du personnel mandaté par son organisation (ou à défaut par un membre du personnel remplissant les conditions d'éligibilité aux fonctions de délégué du personnel. | Art. 10. — LE délégué syndical pourra se faire assister dans l'usine où il n'est pas affecté par un délégué du personnel. |
| Art. 11. — Les délégués syndicaux disposeront d'un crédit mensuel de 120 h par organisation syndicale.   | Art. 9. — 20 heures.  |

Communiqué de la direction du 26 juin : « La Direction précise que les résultats des négociations menées à Paris sont applicables dans tous les établissements de la société, avec le cas échéant, des aménagements concernant les horaires ».

## □ Le vrai complot

(Suite de la page 1)

casser cette activité, la situation de l'emploi pouvait s'améliorer, déjà on constatait une légère régression du chômage, de ce fait les syndicats étaient mieux placés pour préparer le rendez-vous salarial de mars.

La nouvelle politique risque fort de briser tout cet élan particulièrement bénéfique pour le patronat mais dont les salariés recueillaient aussi quelques avantages. Les firmes vont être obligées de réduire leurs achats, elles vont être moins optimistes et sans doute elles réviseront leurs commandes de matériels nouveaux, l'emploi va recommencer à se dégrader. Il faut craindre au moins 200 000 chômeurs de plus qu'actuellement à la fin de l'an prochain, le coût de la construction va augmenter et des programmes là aussi seront abandonnés.

### Le règne de la spéculation

On sait ce qui a obligé le gouvernement à changer de politique. Depuis mai 1968 la moitié des réserves de devises ont déserté les caisses publiques ; depuis quelques jours la situation s'est brusquement aggravée.

Dans ce phénomène on peut distinguer trois vagues successives correspondant à trois bonnes raisons pour les détenteurs de capitaux de changer leurs francs en monnaies étrangères.

D'abord il y a eu la panique de mai ; devant l'effondrement du régime les riches de tous poils envoyaient leur argent en Suisse en attendant d'y aller eux-mêmes si ce qu'ils appellent la « terreur rouge » et qui n'est pour nous que la démocratie socialiste triomphait en France.

Ensuite il y a eu les « bévues » du gouvernement, au moment où il supprimait tout contrôle sur les transferts d'argent le gouvernement avait l'audace incroyable de vouloir relever les impôts sur les successions ; on n'est pas plus imprudent ; le jour même, de pauvres milliardaires demandaient à leurs banques de transférer leur compte dans des pays plus raisonnables.

Enfin, il y a l'appât du gain ; un gain rapide et facile, gros patrons et riches capitalistes sont persuadés que le franc sera dévalué et le mark réévalué. En jouant contre le mark ils rendent presque inévitable ces décisions. Le mécanisme est très simple : aujourd'hui tel grand trust — bien connu — achète pour 10 millions de marks ; si un mois après le franc est dévalué — disons de 15 % — et le mark réévalué — de 5 % — il se retrouve à la tête de 12 millions : 2 millions de profit (200 millions d'anciens francs) c'est bon à prendre ; et il n'y a aucun risque.

### Un coup de poignard dans le dos

Le gouvernement est très fâché contre tous ces spéculateurs qui aujourd'hui font s'effondrer le mythe de l'expansion, l'obligent à changer de cap, et jettent un doute dans l'esprit des Français sur la solidité du

régime quatre mois après les triomphantes élections que vous savez.

Il trouve surtout que ces gens sont bien ingrats. Quoi ! depuis juin le régime gaulliste n'a pas cessé de satisfaire à toutes les exigences du patronat et de la haute finance. Il a multiplié avantages fiscaux et subventions budgétaires ; il a admis la hausse des prix et contrevenu aux règles du Marché commun, il a arrosé toutes les grandes entreprises industrielles, commerciales et agricoles avec l'argent des travailleurs drainé par l'impôt et l'épargne collective, et pour toute reconnaissance le même patronat joue ouvertement la dévaluation. Le général est très en colère. On dit que les « troubles » de mai vont entraîner 4 millions d'indemnisation et que les grèves ont coûté cher ; la nouvelle stabilisation, comme celle de l'illustre Giscard d'Estaing en 1963, vont coûter encore beaucoup plus cher au pays.

Devant de tels crimes un Etat fort se doit de prendre des sanctions ; les spéculateurs ne vont-ils pas être punis. Il y a bien complot contre le régime et contre l'économie française. Eh bien non ! Le gouvernement ne menace de ses foudres que les lycéens qui réclament la fin du lycée-caserne et ceux qui les comprennent. Il y a un complot permanent des spéculateurs capitalistes contre les intérêts des travailleurs et même contre l'avenir de l'économie française tout entière, mais on détourne l'attention sur ceux dont le seul crime est de vouloir mettre fin à l'aberration du régime capitaliste à travers le monde entier.

### Le complot capitaliste

Les travailleurs français ne sont pas les seules victimes de la spéculation financière.

Dans les pays du Marché commun les différents Etats n'ont trouvé d'autre solution pour faire face à l'anarchie monétaire que d'imposer tous les 4 ou 5 ans un plan de stabilisation et de freiner l'expansion dès que l'on arrive au plein-emploi. Partout les exigences de la sécurité de l'emploi pour les salariés nationaux et plus encore pour les bataillons de réserve de travailleurs étrangers, partout, les exigences de la sécurité de d'équipements collectifs sont régulièrement sacrifiées à la défense de la monnaie parce que celle-ci au lieu d'être un instrument à la disposition du pouvoir est un jouet hautement productif entre les mains des capitalistes.

Que tout les objectifs sociaux et économiques soient subordonnés aux hasards des mouvements libres de capitaux voilà cependant ce qui choque de plus en plus la raison, même chez ceux qui ne sont pas — par tempérament — hostiles au capitalisme.

### Les contradictions du système gaulliste

Mais le régime gaulliste n'y pourra rien, pas plus que ses prédécesseurs libéraux et républicains. S'il y avait

des sanctions à prendre il faudrait les diriger d'abord contre ceux qui au pouvoir ont rendu possible la situation actuelle. Sur les injonctions des classes dominantes les gérants de de l'Etat français, de Pinay à Couve de Murville, en passant par Giscard d'Estaing n'ont eu de cesse de désarmer le pouvoir politique, ils ont successivement rendu inopérants tous les instruments d'action que le mouvement socialiste avait pu imposer : planification, nationalisation, contrôle du crédit, financement public, rôle du trésor, surveillance des changes, tout a été démantelé pour laisser jouer les mécanismes de la libre entreprise, du profit, de la construction privée. Aujourd'hui le général s'étonne de son impuissance.

Et certes les hausses de salaires de Grenelle n'étaient pas supportables pour l'économie française telle qu'elle fonctionne. On ne peut opérer un juste transfert dans la distribution du revenu national que si l'on procède à des réformes de structures et si les rapports de force économiques sont modifiés. C'est d'ailleurs pour illustrer cette évidence que le P.S.U. avait présenté en son temps un contre-plan.

Le régime ne pouvait pas, sans détruire sa propre base, réaliser ces transformations. Car il faut bien choisir le système qui correspond aux vœux de ceux qui vous soutiennent.

Ou bien on laisse jouer le système du profit et de la liberté économique et alors il ne faut pas chercher à imposer des priorités sociales et collectives, il faut aller jusqu'au bout de la logique et admettre la possibilité du chômage, des crises périodiques, du contrôle progressif de la vie économique par les groupes industriels et financiers les plus puissants du monde.

Ou bien on met en œuvre la planification démocratique, la réalisation d'objectifs correspondants aux choix collectifs, la capacité de réaliser ces choix et alors il faut retirer

au patronat la liberté de prendre ses décisions sans contrôles et sans limites. Et ce premier choix conduit à terme et à travers bien des luttes à une structure économique socialiste.

Dans le régime actuel des hommes penchent pour le premier système et vont à fond dans ce sens, d'autres s'effrayent des conséquences sociales ou politiques qu'il peut entraîner et proposent de pallier ces dangers par des mesures interventionnistes ou correctrices : impôt sur les successions pour redistribuer un tout petit peu les fortunes, sociétés financières publiques pour imposer certains programmes de développement. Mais comme ces propositions sont contraires à la logique libérale et comme ses adversaires ont toute liberté pour s'y soustraire (fuite des capitaux, pressions politiques) elles jettent le trouble sans résultats.

Pour camoufler ces contradictions il ne reste qu'une solution c'est de museler ceux qui les dénoncent, c'est la voie du fascisme. Aujourd'hui Marcellin ne s'en prend qu'aux mouvements politiques anti-impérialistes, mais que fera-t-il demain si les organisations syndicales se rebiffent contre le retour à la stabilisation et au chômage ; la logique veut qu'il frappe durement le mouvement ouvrier et qu'il brise les grèves avec l'aide de toutes les forces répressives.

### Pour une Europe socialiste

Encore une fois répétons qu'un régime socialiste devra s'appuyer sur des entreprises puissantes et bien auto-gérées dans le cadre d'une planification démocratique nationale et régionale, que ces entreprises devront être compétitives parce qu'elles utiliseront toutes les ressources du progrès technique et des sciences de l'organisation et non parce qu'on aura réduit les objectifs sociaux et collectifs.

Nous croyons que le socialisme est compatible avec la liberté mais cette liberté ce n'est pas celle du profit et de la spéculation. □

# cohn bendit

**LE GAUCHISME  
REMÈDE A LA MALADIE  
SÉNILE DU COMMUNISME**

**combats  
SEUIL**

COLLECTION DIRIGÉE PAR CLAUDE DURAND  
272 PAGES, 15 F

## Enquête

## Visages actuels du chômage

Jacques Ferlus

« Le clignotant du chômage s'est éteint en octobre ». Ce sont là les propos rassurants tenus par M. Dumas à l'Assemblée nationale. Pourtant il est à peu près certain que les prévisions du V<sup>e</sup> Plan en matière de chômage seront parmi les rares à être tenues, sinon dépassées. En effet, nombre de spécialistes, et particulièrement les branches économiques des confédérations ouvrières, s'accordent à dire que le chiffre du Plan (600.000 chômeurs en 1970), si impressionnant qu'il soit, est en définitive fort optimiste, compte tenu de la situation et de l'avenir de notre économie.

Si donc le voyant rouge de M. Dumas s'est éteint, c'est qu'il s'était allumé. Le Plan a prévu que la cote d'alerte était atteinte avec 260.000 demandes d'emplois non satisfaites (1) pendant trois mois consécutifs. Or ce chiffre a été atteint pour la première fois en mars 1968, pour retomber 20.000 plus bas le mois suivant. Mais après les grèves la cote d'alerte était à nouveau dépassée.

## Evolution du nombre des demandes d'emploi non satisfaites :

|                 |         |
|-----------------|---------|
| Mars 1968 ..... | 264.031 |
| Avril .....     | 244.000 |
| Mai .....       | —       |
| Juin .....      | 286.200 |
| Juillet .....   | 284.400 |
| Août .....      | 284.700 |
| Septembre ..... | 276.000 |

Les chiffres d'octobre n'ont pas encore été communiqués, mais les affirmations du ministre laissent entendre qu'ils devraient se situer au-dessous de 260.000. Le tout est de savoir si cette évolution positive va se poursuivre.

## Acalmie jusqu'au printemps

Il est plus que normal qu'après les grèves et au moment de la reprise de septembre une certaine baisse du chômage se manifeste. Les augmentations de salaires obtenues en juin, et dont le deuxième palier a été versé aux salariés fin octobre, devraient dans une certaine mesure et pour un certain temps relancer la consommation. Ce qui a des répercussions sur la production.

D'autre part certaines branches d'industries doivent honorer des commandes passées avant mai et qui n'ont pu être satisfaites à temps.

C'est ainsi que l'on constate un phénomène d'embauche dans la mécanique et dans l'électricité. La situation semble bonne dans la chimie (pneumatique, matière plastique). Et

il y a une reprise sensible dans le bâtiment, mais les mois d'hiver vont venir ralentir la construction.

On peut donc espérer que durant quelques mois encore le volant du chômage se situera au-dessous du chiffre des 260.000. Peut-être jusqu'à la fin de l'hiver ? En effet de nombreuses entreprises annoncent déjà pour le printemps leur fermeture, leur concentration, leur fusion. Et cela deviendra effectif au printemps. Comme la plupart de ces entreprises

## Le nombre des chômeurs par catégorie d'âge (en pourcentage) :

|                      | HOMMES | FEMMES | ENSEMBLE |
|----------------------|--------|--------|----------|
| — de 18 ans .....    | 3,1    | 5,2    | 3,8      |
| de 18 à 24 ans ..... | 13,6   | 22,0   | 16,7     |
| de 25 à 39 ans ..... | 24,6   | 18,6   | 22,4     |
| de 40 à 49 ans ..... | 20,7   | 17,0   | 19,4     |
| de 50 à 59 ans ..... | 21,1   | 20,6   | 20,9     |
| plus de 60 ans ..... | 16,9   | 16,6   | 16,8     |

C'est dans la catégorie des 25-39 ans que le chômage a connu les plus fortes variations en deux ans (plus 4 %). Pour les plus de 50 ans, la courbe est assez stable. Cela peut s'expliquer par les mises à la retraite anticipées ou l'institution des préretraites.

## Qualification professionnelle des chômeurs

|                                     | HOMMES  |         | FEMMES  |         | ENSEMBLE |         |
|-------------------------------------|---------|---------|---------|---------|----------|---------|
|                                     | Mars 67 | Mars 68 | Mars 67 | Mars 68 | Mars 67  | Mars 68 |
| Manœuvres ordinaires.               | 30.934  | 38.712  | 8.067   | 11.196  | 39.001   | 49.908  |
| Personnel spécialisé..              | 44.363  | 58.838  | 39.396  | 56.596  | 83.759   | 115.534 |
| Personnel qualifié ..               | 39.355  | 58.491  | 16.829  | 26.119  | 56.184   | 84.610  |
| Maîtrise, cadres, techniciens ..... | 8.862   | 11.898  | 1.361   | 2.081   | 10.223   | 13.979  |

Comme on le voit, l'augmentation du nombre des chômeurs est importante, en particulier pour la main-d'œuvre féminine où on constate des bonds énormes dans toutes les catégories professionnelles. Chez les hommes, c'est le personnel qualifié qui connaît la plus forte progression. Ce qui met en lumière la nécessité d'une formation professionnelle adaptée à notre époque.

## Pour raisons économiques

Malgré l'excuse des grèves de mai, à qui nous devrions attribuer des malheurs qui remontent à plus loin, le gouvernement est inquiet. Son but est de maintenir coûte que coûte les prévisions du Plan. Toutes les mesures en faveur de l'emploi sont pri-

se situent en province et dans des villes déjà sous-équipées industriellement et économiquement, ce sont quelques dizaines de milliers de nouveaux chômeurs qui vont venir grossir le nombre des demandeurs d'emploi. Et le problème sera plus crucial qu'auparavant.

Après les accords de Grenelle il faut s'attendre à ce que les entreprises qui « tournent » préfèrent augmenter la durée du travail plutôt que d'embaucher. Ceci explique les difficultés rencontrées par les syndicats pour obliger le patronat à négocier sur les réductions d'horaires.

## Qui sont les chômeurs

Quoi qu'il en soit le chômage demeure important et les chômeurs nombreux. Qui sont les chômeurs ? Il suffit de reprendre les statistiques du ministère des Affaires sociales. Celles que nous présentons datent du 1<sup>er</sup> juillet.



Collombert

poussée du chômage des jeunes : la facilité d'incorporation à l'armée à partir de 16 ans. Ce qui, au mieux, repoussera la crise de quelques mois.

La solution n'est pas dans toutes ces réalisations, comme elle n'est pas non plus dans les mesures défendues par les syndicats, qui d'ailleurs le savent bien. Mais face à l'intransigeance de la politique du gouvernement ils sont acculés à la seule défense. Ce sont les accords sur le chômage partiel, l'accord de la sidérurgie lorraine, la revendication de l'information pour les travailleurs, la formation professionnelle. Ils font tout pour protéger les chômeurs et c'est justice.

Ce qui est en cause c'est toute la politique économique du gaullisme et les travailleurs eux-mêmes en ont bien conscience. Une récente enquête de la J.O.C., révèle que les 2/3 des jeunes chômeurs déclarent être privés d'emploi pour « raisons économiques ».

Mais ce gouvernement a-t-il encore, a-t-il jamais eu une politique économique ? Après mai, après le débat budgétaire à l'Assemblée nationale, « expansion » est un slogan qui ne dit plus rien aux travailleurs, à moins qu'ils ne le traduisent aussitôt par « misère ». Le seul but du Premier ministre semble être de réduire au maximum les risques de casse. Il y parviendra peut-être si le patronat joue le jeu. Sinon le clignotant du chômage se rallumera plus vite que prévu et cette fois il ne s'éteindra plus. □

(1) Rappelons que pour obtenir le nombre à peu près exact des chômeurs, il faut multiplier les demandes d'emploi non satisfaites par le coefficient 1,9.

Ces mesures plus largement pratiquées, ne permettraient pas de résoudre le chômage, mais le rendraient sûrement moins crucial, surtout pour les jeunes.

Un autre aspect mérite de retenir l'attention, c'est celui de la qualification professionnelle des chômeurs :

ses dans ce sens et non pour résorber le chômage.

C'est dans cet esprit qu'a été créé le Fond national de l'Emploi qui vient de publier son bilan pour 1967. Il en résulte que 10.000 salariés ont bénéficié d'un complément de salaire à la suite d'un reclassement ; que 10.000 autres ont bénéficié d'une pré-retraite (5.000 en 1966) ; que 800 salariés (surtout des jeunes) ont suivi des cours de formation professionnelle. Tout ceci est bien peu.

C'est ainsi qu'a été créée l'Agence nationale de l'Emploi qui, malgré le bel ordinateur installé au Vésinet, n'est pas très efficace. On envisage de lui redonner un peu d'oxygène par la création des agences régionales.

Dernière mesure en date prise par M. Dumas et afin de ralentir la

## Résolution

# La perspective politique globale des structures syndicales

Nous publions ici, la résolution sur la stratégie syndicale, adoptée lors des « journées nationales entreprise » qui se sont tenues les 19 et 20 octobre derniers, et dont nous avons déjà publié un compte rendu dans « T.S. » n° 386.

Si les pourparlers de Grenelle ont apporté une augmentation de 12 % des salaires nominaux, dès maintenant, le Capital a, à peu près, récupéré le manque à gagner aux dépens des travailleurs.

En réalité, en année normale, l'augmentation de salaires est de l'ordre de 6 %. Par conséquent, ce qui est imputable au mouvement de mai s'élève aux 6 % restants. Mais la situation s'est retournée à l'avantage du patronat.

1. Le gouvernement a autorisé les entreprises à augmenter leurs prix dans des limites « tolérables », c'est-à-dire d'environ 3 %. Comme les salaires constituent en moyenne 50 % du prix des produits, cette mesure amortit complètement les 6 % restants.

2. Pour rattraper le retard de la production et faire face à la demande, les travailleurs sont contraints d'accélérer les cadences. Il y a de plus un meilleur emploi des capacités de production. D'où une augmentation de la productivité des entreprises et de nouveaux profits.

3. Le gouvernement a accordé une compensation financière sous forme de détaxation fiscale sur les salaires, des importations, etc., en arasant de ses libéralités, l'ensemble des entreprises. En effet, l'augmentation de la production implique la nécessité de nouveaux investissements, et rien ne peut assurer que de tels investissements seront réalisés. La hausse progressive des prix entraîne un sabotage du pouvoir d'achat. Et mars 1969 pourrait bien être un tournant inquiétant pour les travailleurs.

● Ou le pouvoir met en place des régulations efficaces qui aboutiraient à un ralentissement de l'expansion et de la hausse des prix, et entraîneraient nécessairement une augmentation du chômage,

● ou les syndicats seront assez puissants pour obtenir une nouvelle rencontre et un réajustement des salaires. Ce qui pourrait bien être la juste perspective, compte tenu du rapport actuel des forces et de la situation économique relativement favorable.

Dans un tel contexte, face au patronat, s'annoncera donc une stratégie des syndicats ; et il appartient au

P.S.U., non de se substituer aux organisations syndicales pour défendre les intérêts des travailleurs, mais d'expliquer en terme politique la situation économique des mois qui viennent et les implications à plus long terme des revendications et modes d'actions et surtout de tracer les perspectives globales de la transformation radicale de notre société.

### I. — L'échelle mobile

Il apparaît d'après l'analyse précédente que les avantages purement salariaux sont immanquablement repris par le patronat s'ils ne sont pas assortis d'une procédure de garantie du pouvoir d'achat. Une solution avancée est la revendication de l'échelle mobile.

Cette procédure consiste à faire réajuster automatiquement les salaires en fonction de l'augmentation du coût de la vie. Il s'agit donc :

a) de déterminer les salaires réels (afin que ne soient pas réajustés seulement les salaires conventionnels) ;

b) d'évaluer l'importance de la hausse des prix, pour déterminer le pourcentage d'augmentation qui sera appliqué aux salaires réels.

L'examen de cette procédure amène à en définir les avantages et les inconvénients, tant sur le plan matériel (est-elle efficace ?) que sur le plan politique (est-elle souhaitable ?).

Dans cette optique, le danger de l'échelle mobile est double :

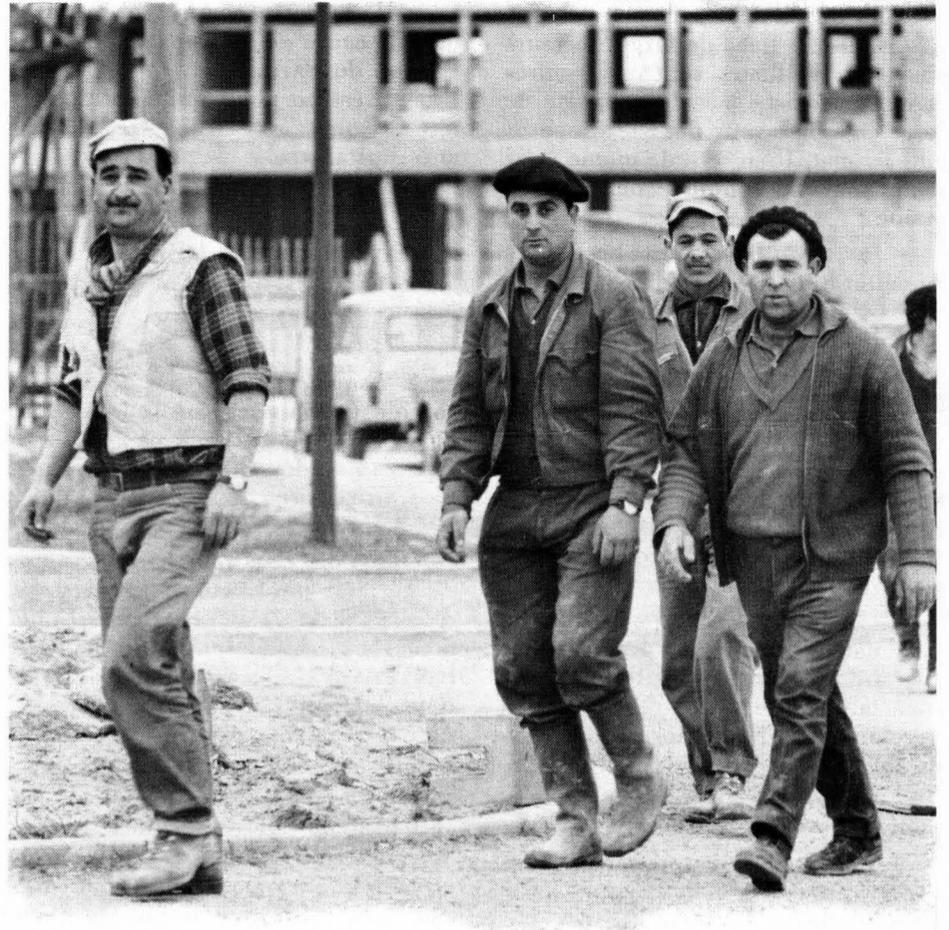
— sur le plan de l'efficacité, aucune procédure ne semble satisfaisante si les travailleurs ne sont pas en mesure de contrôler la façon dont la hausse des prix est calculée :

● détermination de la méthode : établissement de budgets type, rôle des indices, etc. ;

● contrôle des faits, détection des indices trafiqués, des articles subventionnés par le Gouvernement, etc.

— sur le plan de la politique syndicale, deux reproches graves sont faits à cette solution :

● elle fige les revenus en tant que pouvoir d'achat et notamment la



Collombert

hiérarchisation des salaires ;

● le plus gros risque est qu'elle semble aider l'intégration des syndicats dans le système actuel, en interdisant pratiquement aux salariés de contester les augmentations et de se battre pour leurs salaires puisqu'à la limite ils seraient — comme en Suède — désavoués par leurs syndicats qui ont d'avance accepté cette procédure.

En revanche, les avantages de l'échelle mobile sont évidents :

— éviter le perpétuel décalage entre salaires et prix et du même coup l'essoufflement des syndicats polarisés dans une lutte permanente pour le rattrapage des salaires.

En réalité, il semble qu'on puisse éviter les risques d'intégration et de fixation de la situation salariale actuelle en utilisant au contraire la disponibilité des syndicats pour lutter pour l'augmentation du pouvoir d'achat et pour tous les autres objectifs salariaux ou non et le risque d'être bloqués par des accords formels en faisant jouer le contrôle des travailleurs eux-mêmes sur la totalité de la procédure d'application, contrôle qui tiendra compte notamment de la revalorisation du niveau de vie (actualisation des besoins).

En résumé, l'échelle mobile est, sur le plan des revendications salariales une procédure qui peut être demandée dans la mesure où elle sera associée à un contrôle rigoureux des travailleurs qui peut être l'occasion d'instaurer le premier degré de contrôle ouvrier. Elle est une revendication politiquement juste dans le

contexte transitoire actuel (surtout si elle est sensible et appliquée très vite). Mais elle n'a un sens que si la bataille se mène à la base, après une explication patiente de son rôle politique et de son rôle défensif, après les acquis du mouvement de mai.

### II. — La lutte pour les libertés syndicales dans l'entreprise

Est en fait un des objectifs de la lutte politique d'ensemble pour la transformation socialiste de la société.

Or, à Grenelle, il y a eu un engagement gouvernemental de rédiger un projet de loi et un document où sont exposées les positions respectives du patronat et des syndicats. Mais, sans engagement du patronat.

Ce que nous constatons aujourd'hui :

— dans quelques entreprises, les libertés syndicales sont admises avec

- la reconnaissance de la section syndicale,
- la protection des délégués syndicaux,
- la liberté de collectage des cotisations, de réunions et de diffusion de la presse à l'intérieur de l'entreprise,

— dans beaucoup d'autres on continue à traquer les militants syndicaux.

En réalité les libertés syndicales se prennent et ne se mendient pas.

En fonction des rapports de force :

— les droits déjà existants ne sont pas appliqués dans de larges secteurs où les travailleurs sont inorganisés et où il n'existe pas de rapports de force en leur faveur pour les imposer au patronat. Il en sera de même pour toute nouvelle conquête dans ce domaine ;

— les travailleurs ont besoin de l'amélioration et de l'extension des droits syndicaux pour établir le rapport de force en leur faveur ;

— là où le rapport de force est favorable, ils dépassent dans les faits ce qui existe formellement.

Le renforcement des organisations syndicales est et reste la seule possibilité qu'ont les travailleurs de se trouver en position de force face au pouvoir patronal.

Or, actuellement, le pouvoir et le patronat, en même temps qu'ils ont dû faire des concessions importantes sous la pression des luttes récentes, développent une offensive anti-syndicale :

— répression au niveau des entreprises,

— tentative d'intégration ou de désyndicalisation dans le cadre de la vaste opération « participation » : détournement de la reconnaissance des sections syndicales d'entreprise, création de syndicats gaullistes dit apolitiques, de syndicats-maisons.

Contre les tentatives d'intégration, il est clair que l'extension des droits syndicaux reste liée au développement et à l'élévation du niveau des luttes des travailleurs, que les organisations syndicales, rejetant toute forme de collaboration de classe, sont solidaires des autres forces anti-capitalistes (c'est notre conception du Front Socialiste).

Contre la répression dans les entreprises, la conquête des protections et de libertés accrues est un point essentiel de la lutte des travailleurs sur le plan syndical comme sur le plan politique. C'est pour le P.S.U. un des thèmes importants de mobilisation des forces populaires.

— Il s'inscrit comme prioritaire dans le cadre de la propagande et de l'action du Parti.

— Il est un point qui conditionne les alliances avec les autres forces anti-capitalistes.

### III. — La hiérarchie des salaires

Le risque d'exagération de la hiérarchie des salaires par l'application de l'échelle mobile n'a pas échappé aux camarades délégués aux journées entreprises.

La remise en cause de cette hiérarchie doit être une bataille politique pour les sections et groupes d'entreprises — en particulier une action sur la seule augmentation des bas salaires est insuffisante. Pour nous la grille salariale est à remanier totalement, en tout cas elle n'est ni juste ni immuable.

Car derrière cette hiérarchie se reflète toute une conception du pouvoir, du rôle des cadres comme exécutant du patronat, d'une confusion grave entre la hiérarchie du pouvoir et les autorités dans la gestion.

Ainsi définie comme un instrument de combat dès maintenant contre la vision technique et sociale du travail imposé par le capital, la remise en cause de la hiérarchie des salaires est un combat politique entrant dans la stratégie socialiste.

— Sur ces trois points : *Echelle mobile des salaires, Libertés syndicales, Remise en cause de la hiérarchie des salaires*, les sections et groupes d'entreprises du P.S.U. prennent acte de la stratégie syndicale et se proposent d'en donner les explications et les prolongements politiques.

Ces trois revendications entrent dans la lutte anti-capitaliste et permettent d'aggraver les contradictions internes du patronat et de l'Etat. Par là même elles favorisent la préparation de la révolution socialiste. □

La neutralité — on sait ce que cache le mot — finissait par être violée. L'administration réagit de plus en plus durement ; et un lycéen est renvoyé de Condorcet. C'est alors que les C.A.L. apparaissent en tant que tels. Au début ils se mobilisent contre la réforme Fouchet et les lycées-casernes. On connaît l'apport considérable qu'ils fournissent à la lutte, en mai.

Maintenant que l'ordre tente de régner, les lycéens ont l'avantage sur les étudiants d'avoir fait la rentrée, et de savoir concrètement ce que sont la réforme et la répression. C'est sur la manière d'analyser la situation et sur la réponse à y apporter que deux tendances sont apparues lors du congrès.

Les uns se rassemblent sur une ligne « autogestionnaire ». Le point d'impact des militants politiques lycéens étant le lycée, ils considèrent que leur rôle est de dénoncer les structures répressives du lycée, et de mobiliser à partir d'elles. Ils demandent donc la gestion politique, pédagogique et culturelle, un droit de veto sur les décisions administratives, l'ouverture des livres de comptes, la gestion d'une salle de réunion. L'A.G. (assemblée générale) est souveraine.

La seconde tendance prétend que l'autogestion est réformiste, et que le but des C.A.L. est de former les futurs cadres politiques, par un approfondissement théorique. Ils partent de l'analyse selon laquelle les lycéens sont des petits-bourgeois non mobilisables mais parmi lesquels quelques militants conscients peuvent être formés.

L'une et l'autre tendances refusent les tentatives de récupération de la part des organisations syndicales et de l'administration. Il semble bien qu'à l'heure actuelle, les C.A.L. ne puissent compter que sur eux-mêmes et à l'intérieur du lycée sur quelques professeurs et surveillants du S.N.E.S., en désaccord avec leur direction nationale.

A l'extérieur, seuls le SNESup, l'UNEF, le PSU et certaines organisations d'extrême gauche sont prêts à les soutenir.

Quant au P.C.F. et à son organisation « modérée » (expression du *Monde*) : l'U.N.C.A.L., ils s'efforcent de freiner le mouvement et de ne

combattre que sur des revendications quantitatives.

Du côté des parents d'élèves, la fédération « Cornec » ne dépasse pas le problème de la laïcité. Et les rares parents qui soutiennent les C.A.L. arrivent en ordre très dispersé, pour le moment.

Au contraire, l'opposition se regroupe : les organisations adultes de droite s'efforcent de créer à l'intérieur des lycées, des mouvements « apolitiques et républicains » de lycéens, qui pour l'instant ne rencontrent pas beaucoup d'échos. Par contre, au niveau des parents, l'opposition est plus importante : les « autonomes » et la fédération dite Armand, garants des bonnes mœurs et de la morale se dressent et se joignent aux professeurs réactionnaires et aux organisations lycéennes d'extrême droite pour faire barrage à la contestation.

Signalons que certains parents, sans prendre une position politique vis-à-vis des C.A.L., refusent à leurs enfants d'assister à des réunions en dehors des heures de cours : la répression familiale est une réalité dont il faut tenir compte !

Malgré ces violentes oppositions conjuguées, la journée nationale des C.A.L., le 13 novembre, a montré que les lycéens sont encore mobilisables.

Les C.A.L. peuvent devenir majoritaires s'ils évitent deux écueils : celui du grand rassemblement corporatiste (le danger semble exclu), et celui de n'être qu'une minorité, certes extrêmement politisée, mais coupée définitivement de la masse des lycéens, et par là tentée par certains mots d'ordre dangereux (lycée rouge) et par la création d'un parti lycéen.

Les C.A.L. peuvent devenir un mouvement de masse, à condition que soient suivis ces trois mots d'ordre :

— liberté d'expression, d'organisation, d'information et de réunion ;

— le contrôle lycéen : sur l'enseignement, l'orientation et les examens et sur l'établissement scolaire ;

— la contestation de l'idéologie dominante et par là, du capitalisme et de l'impérialisme.

En outre, l'avenir des C.A.L. ne peut se concevoir sans une liaison étroite avec l'U.N.E.F., ni autrement que comme élément de stratégie globale de renversement de notre société et de l'avènement d'un futur socialisme. □

## C.A.L.

# Entre l'autogestion et la théorie

Jean-Pierre Bompard

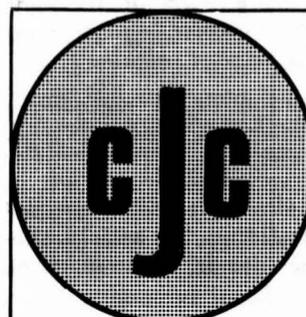
« Il faut libérer l'information. » Les C.A.L. (Comités d'action lycéens) sont bien placés pour le crier. Depuis leur formation la presse n'a eu de cesse de les présenter comme de petits agités, qui ne savent pas ce qu'ils veulent et qui refusent les mains tendues des enseignants, de l'administration et, le comble, des parents !

En fait, les C.A.L. viennent de tenir leur premier congrès, et d'essayer

de faire le point de leur évolution et de leurs perspectives.

En 1966, les Comités Vietnam Lycéens liés au C.V.N. (Comité Vietnam National), portaient la lutte anti-impérialiste à l'intérieur des lycées.

De cette lutte on passe à la remise en cause de la société française elle-même : en décembre 1967, huit lycéens font une grève de soutien à l'action lancée par les organisations syndicales ouvrières et étudiantes.



Le CLUB JEUNESSE et CULTURE  
vous invite au

## SKI - DÉBAT EN TCHÉCOSLOVAQUIE

22 décembre - 4 janvier : 685 F  
Une semaine janvier - Pâques : 495 F

comprenant :

- Voyage par avion Orly - Orly
- Tour de ville à Prague
- Transfert aux Monts Métallifères

- Pension complète en chambre à deux lits
- Location et cours de ski, remontées mécaniques
- Rencontre avec la jeunesse tchécoslovaque.

Renseignements et inscriptions : 11, rue Vernier, Paris (17<sup>e</sup>) - Tél. : 380-73-38  
Se recommander de « Tribune Socialiste »

## Assises du PSU

# L'alternative

Nous publions ci-dessous la déclaration finale des assises P.S.U. de l'enseignement qui se sont tenues les 10 et 11 novembre 1968, réunissant plus de 250 enseignants venus de 40 départements.

Deux cent cinquante responsables et militants du P.S.U., représentant plus de 40 départements, se sont réunis à Paris les 10 et 11 novembre en assises nationales sur l'enseignement.

Ils ont étudié la situation de l'université aux lendemains du vaste mouvement qui, au printemps dernier, en a ébranlé les fondements.

En mai 1968, pour la première fois des lycéens, des étudiants, des enseignants se sont retrouvés massivement aux côtés des travailleurs pour mettre en cause l'injustice d'une société livrée aux intérêts capitalistes. En instituant concrètement les bases d'une nouvelle culture, d'une nouvelle pédagogie, d'une nouvelle université, ils ont montré la voie à suivre pour permettre aux individus de prendre la responsabilité de leur formation, de la même façon que les travailleurs doivent prendre la responsabilité de leur production. Ils ont ainsi redonné au socialisme sa vérité : permettre aux hommes de supprimer toutes les formes d'exploitation, culturelles aussi bien qu'économiques. Un nouvel avenir et de nouvelles forces ont été donnés au combat socialiste dans notre pays.

Faute de débouché politique, le mouvement populaire n'a pas abouti à la transformation révolutionnaire qu'il impliquait. Profitant de la démission et de la paralysie des organisations qui prétendaient à elles seules représenter le socialisme dans notre pays, le gaullisme s'est installé en force au parlement et dans la vie publique en se donnant la mission de protéger la société bourgeoise traditionnelle contre les conséquences du mouvement. Dans l'université, il s'est efforcé de désamorcer l'offensive des étudiants et des enseignants les plus progressistes en interrompant les réformes technocratiques du précédent gouvernement, et en offrant des structures confuses pour des débats qui ne touchent pas aux véritables problèmes.

### Les impératifs

Dans l'enseignement supérieur, il a dû concéder une certaine autonomie à des universités encore mal définies. La loi Edgar Faure crée une situation nouvelle, mais on voit mal comment un gouvernement réactionnaire pourrait créer sérieusement les conditions d'une université et d'une culture capables de renverser les bases du régime et de la société actuelle. Mais on voit bien la pénétration du patronat et de ses capitaux dans la direction de l'université. Sans doute les enseignants socialistes doivent-ils prendre leurs responsabilités, face aux tenants de l'université libé-

rale et traditionnelle, pour proclamer l'exigence d'une université socialiste et développer les contradictions internes aux structures actuelles ; mais ils ne pourront le faire avec profit qu'en unissant leur combat avec celui des étudiants, et des travailleurs qui luttent contre les différentes formes de leur exploitation.

Dans l'enseignement secondaire, le mouvement des lycéens a entraîné une large prise de conscience et les enseignants se trouvent devant des choix plus clairs. Ils ne peuvent accepter de confondre leur tâche éducative avec la neutralité et l'unanimité qui tendent à cacher la réalité, donc à empêcher toute véritable éducation. Dans un enseignement qui reste inchangé (avec ses pesanteurs bureaucratiques, sa pédagogie antidémocratique, une culture héritée de la classe possédante, une discipline militariste, une sélection continue au profit des esprits les plus aptes à se conformer à la société bourgeoise), les enseignants socialistes devront s'efforcer de casser les solidarités anciennes (l'esprit de corps, les habitudes de fonctionnaires) pour créer des solidarités nouvelles avec les élèves ou les parents d'élèves les plus conscients de la situation. Le ministre de l'Éducation nationale s'est désintéressé de l'enseignement secondaire. Les modifications du système d'administration, le développement d'institutions déjà existantes (foyers socio-éducatifs) ne permettront pas de transformer sérieusement les conditions de l'enseignement. Par tous les moyens dont ils pourront disposer, les enseignants devront réclamer une réforme qui s'inspire des perspectives ouvertes par le mouvement de mai et qui ne pourra être mise en œuvre que par les forces qui ont soutenu ou compris ce mouvement.

Dans l'enseignement primaire, qui est à la base de l'ensemble du système scolaire, les instituteurs sont restés trop souvent isolés. Dans bien des cas pourtant, ils ont posé de nouvelles exigences et ont su redonner ainsi concrètement un nouveau sens à leur fonction : en réclamant une plus large formation initiale et permanente, l'institution d'un travail d'équipe, les moyens d'une pédagogie dynamique, la fin de toutes les tutelles administratives qui les écrasent, ils se sont retrouvés aux côtés des autres enseignants ; ils ont créé dans les faits les conditions d'un nouveau statut de l'enseignant. Pour l'enseignement obligatoire, qui devrait être prolongé jusqu'à l'âge de 17-18 ans, il convien-



Collombert

dra en effet d'instaurer un même type d'enseignant, formé dans les mêmes conditions, en rapport avec tous les autres étudiants, capable de se déterminer librement pour les spécialisations de son choix, de l'école maternelle jusques et y compris à la faculté, s'il désire poursuivre sa formation pour y enseigner.

### Pour l'avenir

De nouveaux combats s'offrent ainsi aux enseignants :

— mettre fin à l'école du silence, et redonner à la laïcité son contenu positif ;

— instaurer un dialogue critique avec tous ceux qui collaborent à l'éducation (parents d'élèves, mais aussi orienteurs, psychologues, animateurs de mouvements de jeunes ou de moyens de diffusion de l'information et de la culture) pour réaliser des expériences précises en vue d'une libération des jeunes ;

— travailler à une véritable socialisation de l'enseignement qui implique la disparition des enseignements privés et la modification du statut de l'établissement : en le rendant plus autonome, on le mettra plus à même de correspondre à la réalité sociale ;

— mettre en cause radicalement la culture que diffuse actuellement l'école sous la contrainte de l'idéologie dominante ; développer dès maintenant à travers la critique de la culture bourgeoise, une culture socialiste, qui permettra de réconcilier l'homme avec son travail, avec la science, avec les forces créatrices de l'individu comme de la société ;

— instaurer une nouvelle pratique enseignante qui rompe avec la pédagogie du face à face et les systèmes d'autorité actuellement en vigueur ;

— s'opposer à toutes les formes

de sélection qui contribuent à assurer la survie du capitalisme ; instaurer la pratique d'une orientation continue qui ne se confonde pas avec l'obtention de diplômes ou l'institution d'examens répétés :

— transformer l'esprit, les méthodes et le contenu de l'enseignement supérieur pour le lier étroitement à la recherche et au développement d'une nouvelle culture.

C'est à travers leurs organisations que les enseignants pourront mener ces combats. Les syndicats enseignants ne peuvent plus se contenter de la défense d'intérêts individuels ou collectifs. Le mouvement de mai les oblige à choisir : ou bien ils s'avoueront incapables de servir les véritables combats des enseignants, ou bien ils se définiront comme un des cadres essentiels de ces luttes. Dans cette seconde hypothèse, le syndicalisme enseignant devra préciser ses objectifs et les moyens qu'il entend employer. Le P.S.U. est conscient que l'action syndicale et l'action politique — loin de se confondre — doivent s'unir à visage découvert, selon leurs responsabilités spécifiques pour développer la lutte socialiste dans le secteur de l'éducation nationale.

Cette lutte doit à son tour s'unir étroitement à celle des autres travailleurs pour affronter, sur les terrains essentiels, le système capitaliste et le régime gaulliste qui en assure le maintien.

Conscients de l'enjeu des prochains mois dans l'université, les enseignants du P.S.U. entendent développer leur action dans ce sens en rapport avec tous ceux qui mettent leur espoir dans un véritable socialisme et qui ont trouvé dans le mouvement de mai de nouvelles raisons de combattre et d'espérer. □

## Gauche et "gauchisme"

## Un livre de Cohn-Bendit

Pierre Naville

A propos des luttes de mai-juin, F. Mitterrand répète au *Nouvel Observateur* (18-24 novembre) ce qu'il a déjà déclaré plusieurs fois ; lisons : « J'ai dit que le mouvement était très sain et juste dans la nature, mais que politiquement il a été très rapidement exploité, et exploité par des dirigeants extrémistes qui considéraient que la seule méthode d'action était l'action directe et qui la pratiquaient sans en avoir réuni les moyens. Tant que le combat se situait au niveau de l'Université, il pouvait avoir d'heureux effets et de réelles réussites, mais quand il s'est situé au niveau de l'Etat, cela devait le conduire à l'insurrection, et c'était une autre paire de manches ! Les extrémistes pouvaient-ils aller plus loin. En avaient-ils le moyen, la force, le personnel ? En possédaient-ils l'armement ? Enfantillage... Donc, les dirigeants extrémistes, communistes révolutionnaires, 22 Mars, P.S.U., ont été — et c'est pourquoi je les ai appelés « zozos » — très inconséquents, ils ont fait du verbalisme révolutionnaire... ». Le journaliste dit à Mitterrand : « C'est exactement la thèse que soutiennent les communistes... »

— « Peut-être. C'est en tout cas ce que je pense. »

C'est aussi ce que pense l'auteur de *La conquête des pouvoirs* et tous ceux qui leur ressemblent. Le « gauchisme », pour eux, c'est ça : quelques hurluberlus (manipulés par le gouvernement, ajoutent les staliniens) qui ont pris prétexte d'une agitation étudiante et d'une grève générale pour envisager une prise du pouvoir insurrectionnelle (en s'emparant de l'Élysée !), alors qu'ils n'en avaient ni les moyens, ni la capacité, et que cette tentative ne pouvait qu'entraîner un contre-coup réactionnaire, militaire, et même fascisant. Que fallait-il faire alors ? Proposer un « gouvernement de transition ». Transition de quoi à quoi ? Vers le socialisme ? Non, vers la « démocratie » et le maintien de l'Etat tel qu'il est — ce malheureux Etat que, voyez-vous, de Gaulle s'appropriait à abandonner à son triste destin.

C'est tout ce que la gauche bourgeoise, nouvelle ou ancienne, a trouvé pour expliquer les luttes de mai-juin et pour justifier son évanouissement pendant cette période.

Elle n'a retenu que la conclusion électorale : si Mitterrand a démissionné de la présidence de la F.G.D.S., c'est parce qu'il a perdu ses

députés, et pour rien d'autre. Des flots de littérature — car ces morts revivent maintenant comme fantômes de papier — cherchent de nouveau à convaincre le peuple qu'il faut en revenir aux saines traditions républicaines, un bon programme de réformes néo-capitalistes, de bonnes élections...

## Le « gauchisme » et la gauche

Pourtant, ce que la gauche socialiste peut tirer comme leçon de ces événements, c'est tout autre chose, et pour le comprendre il faut prendre au sérieux ce que les bureaucraties d'Etat et de parti, ce que la bourgeoisie technocrate ou privée appelle le « gauchisme ». Toute réflexion qui ne part pas de ce que les adversaires d'une révolution socialiste appellent le « gauchisme » est privée de contenu, ne s'appuie sur rien, n'est que du journalisme. C'est pourquoi une des meilleures publications à partir desquelles on puisse aujourd'hui réfléchir, c'est le livre des frères Cohn-Bendit, intitulé fièrement *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme* (1). Voilà un livre salutaire, même si l'on n'en adopte pas les conclusions, qui exprime vraiment ce que furent, dans leur signification profonde, les luttes de mai-juin. Contrairement à ce qu'en dit toute une presse, ce livre n'est nullement « bâclé ». Il est écrit de façon vivante, directe, lisible, et cela parce qu'il est l'expression d'une expérience, et non la prouesse littéraire de journalistes altérés de publicité. Le vrai sérieux, il est là. Et c'est pour cela qu'on peut en discuter avec sérieux, même quand on n'approuve pas certaines de ses analyses et de ses conclusions, comme je vais le montrer. Si la gauche socialiste n'était pas capable de se situer par rapport à ces positions, et de reconnaître tout ce qu'elles ont de positif, c'est qu'elle ne comprendrait pas ce qui fait l'essence même de la « contestation » de mai-juin, c'est-à-dire des luttes engagées à cette époque et qui ne sont nullement un soubresaut sans lendemain, une fièvre adolescente, mais un début — et on peut le dire, un début réfléchi, sérieusement pensé.

## La figure de l'adversaire

Ce qui fait la force de l'exposé des Cohn-Bendit, c'est qu'il va droit au fond de la question. Avant de



Ce ne fut en effet qu'un début.

parler de réforme ou de révolution, avant de discuter de tactique et de stratégie, il mesure l'adversaire. Ce que les éléments moteurs des étudiants et de la classe ouvrière ont fait, c'est de découvrir pratiquement l'ennemi. L'analyse que fait Cohn-Bendit du déploiement étudiant — attisé dans l'immédiat par la répression bureaucratique et policière — est remarquable. On voit comment l'adversaire s'est découvert : par des actes qui le posaient comme tel. Les actes sortent de la contestation des colloques et des batailles verbales : ils situent l'adversaire — toute la structure universitaire — là où il est. En l'obligeant à réagir, ils obligent aussi la masse à comprendre ce qu'il est. L'Etat et la société bourgeoise et bureaucratique veulent une Université à leur image, une grande usine à intellectuels. Comme le reconnaît la loi d'orientation d'Edgar Faure, les Universités « doivent répondre aux besoins de la Nation en lui fournissant (*sic*) des cadres dans tous les domaines et en participant au développement social et économique de chaque région ». Voilà la question bien posée ! Et voilà du même coup la lutte à mener bien orientée.

En occupant les Facultés, en prenant leurs propres affaires en mains, en portant sur la place publique — dans la rue, dans les lieux de réunion, sur les murs — les affaires universitaires de « la nation » (c'est-à-dire du régime bourgeois dominant), les étudiants contestataires et révolutionnaires n'ont pas inventé des méthodes de lutte. Ils ont fait revivre ce qui faisait la force des luttes ouvrières. La grève et les occupations d'entreprises, le contrôle ouvrier sur

la production, les étudiants s'en sont appropriés les techniques, et cette appropriation, qui a paru inattendue chez des jeunes gens non salariés (pour la très grande majorité) en général voués à la « promotion », a signifié aux yeux de tous cette vérité sociale nouvelle : que tout le système d'enseignement et d'éducation — et notamment l'enseignement supérieur — est une composante maintenant indissoluble du système social tout entier. L'écho des manifestations étudiantes a exprimé la solidarité peu à peu tissée au cours des dernières décennies entre la production et le savoir. Ces manifestations n'ont pu jouer un rôle de « détonateur » que parce qu'elles trouvaient une sphère explosive commune, celle où sont réunis tous les travailleurs non exploités de la société.

## Qu'est-ce que la spontanéité ?

Il a fallu, pour que cette vérité soit reconnue, que le mouvement se déclenche spontanément. Cohn-Bendit montre très bien le déroulement de cette spontanéité, et jusqu'où elle pouvait mener. Des milieux étudiants, elle a passé chez les travailleurs salariés, dont deux fractions décisives se sont mises en branle, sous l'impulsion de leurs éléments les plus jeunes et les moins embrigadés, ce qui ne veut pas dire les moins conscients : le fameux « tertiaire », les personnels de gestion, d'administration, de recherche, et les travailleurs industriels, les ouvriers. Au delà des revendications de salaires, de durée du travail, de garantie d'emploi, de conditions de travail, ils ont voulu



A.D.N.P.

Les retombées de mai

atteindre ce qui détermine tous ces objectifs : le contrôle, l'auto-détermination, l'autogestion. Universités et usines se sont découvert des traits communs, sous la main de fer de la domination bureaucratique-industrielle. Les Universités ne sont pas les usines du XX<sup>e</sup> siècle ! elles ne les remplacent nullement. Mais les unes et les autres font partie d'une immense machine oppressive dont l'évolution technique commence d'ailleurs elle-même à ébranler les assises traditionnelles.

C'est parfaitement vrai que pour poser dans les actes une rébellion contre le système, il a fallu un mouvement profondément spontané. Mais que veut dire « spontané » ? C'est là que Cohn-Bendit, qui voit bien le problème, introduit une ambiguïté et aboutit à des conclusions erronées. Il y a deux façons pour un mouvement social d'apparaître comme spontané. La première, c'est la façon « anarchique », dépourvue d'orientation, surgie d'on ne sait où, et qui refuse toute « origine » précise en même temps que toute direction, même temporaire et acceptée. L'autre, c'est une façon de briser des contraintes d'encadrement et d'appareils contre-révolutionnaires, c'est-à-dire de substituer dans les masses une orientation à une autre. Ce que ces deux formes de comportement spontané ont de commun, c'est d'accepter toute initiative surgie de la masse exploitée, même si certains lui refusent toute direction, toute prévision, et même toute délégation.

Cohn-Bendit et ses amis hésitent évidemment entre ces deux attitudes,

qui sont d'ailleurs souvent mêlées dans les faits. Selon son propre récit, le groupe du « 22 Mars », décidait ceci ou cela, d'ailleurs avec un remarquable à propos pendant le mois de mai. Il récusait ou acceptait des initiatives prises par d'autres (notamment par l'U.N.E.F. et le SNE-sup). Bref, il orientait, ou tâchait de le faire. Il encourageait la « spontanéité », et lui donnait des formes, quand ce ne serait que par des émissions de télévision et des interviews à la radio, sans parler d'articles de journaux. Et le livre dont nous parlons, n'est-ce pas justement un instrument d'influence, d'orientation, et en somme de direction, au moins intellectuelle ?

### Orientation et direction

Si l'on s'en tient à une conception permanente « sauvage » de la spontanéité, les choses peuvent bien aller tant que la spontanéité va dans le « bons » sens. Mais elle n'y va pas toujours. Et il lui arrive de se manifester dans le mauvais, car il n'y a pas de « droit divin » de la psychologie des masses. Cela ne signifie pas que tout ce qui est spontané, non organisé, soit néfaste parce qu'« incontrôlable », selon le terme cher aux bureaucrates. Tout au contraire, sans initiatives directes de « la base », individus, groupes ou masses, il n'y a pas d'action orientée possible ; il n'y a que le carcan des manœuvriers. Mais s'abandonner sans recours aux impulsions, c'est se livrer au reflux comme au flux, en jouant seulement le rôle de flotteur.

En fait, le « 22 mars » a cherché à

orienter une lutte qu'il a beaucoup contribué à déclencher et impulser : l'activité de Cohn-Bendit valait beaucoup mieux que ses théories politiques. C'est qu'en pratique la spontanéité qu'il mettait en œuvre correspondait beaucoup plus au second type dont je parlais qu'au premier. Autrement dit, lui et beaucoup d'autres avec lui, estimaient qu'il fallait axer la formidable rébellion de mai-juin contre l'emprise ruineuse des bureaucraties socialistes, syndicales, ouvrières et mêmes universitaires, et en cela il lui donnait une orientation bien définie et en effet salutaire. C'est en ce sens que l'irruption étudiante et ouvrière spontanée sur la scène politique en mai a constitué un tournant fondamental dans la lutte sociale, ce que le P.S.U. a compris à temps, après avoir rejeté les invites à rejoindre le giron du modernisme néo-bourgeois.

Cohn-Bendit s'en prend avec vivacité aux autres groupes « gauchistes », qu'il persifle souvent avec esprit, justement parce qu'il leur reproche d'être à leur tour les éternels embryons de directions bureaucratiques, fabricants de plannings révolutionnaires qui d'ailleurs ne sortent jamais des cercles restreints où ils ont été élaborés. Ils font partie (maoïstes, « trotskystes » des différents résidus, néo-staliniens) des encadrements possibles, destructeurs du mouvement révolutionnaire. Pour un peu, il les jetterait dans le même sac que les cadres du P.C. et des organisations syndicales. Je crois plus juste de dire que ces groupes ont fait, pour la première fois, l'expérience pratique de leur manque complet de relations avec les mouvements de masse, et qu'en effet à bien des égards ils constituent un sous-produit historique de formes d'organisation qui ont fait leur temps, mais il serait absurde de partir de là pour les assimiler à ces forces énormes, exprimant des intérêts sociaux, que représentent les directions politiques formées à Moscou et à Pékin.

### La tradition et les partis

Il faut ajouter que les cadres des partis et syndicats traditionnels, dont le poids est resté considérable comme on l'a vu, sont loin d'être si homogènes qu'il y paraît. Les responsables syndicaux de la C.G.T. s'en sont aperçu avant et après les négociations de Grenelle. Quand Cohn-Bendit écrit : « le syndicat est devenu une organisation étrangère aux ouvriers, une force extérieure sur laquelle ils ont perdu tout pouvoir et tout contrôle » (p. 200), il néglige tout simplement le fait que c'est justement dans les syndicats que l'on trouve une bonne partie de la classe ouvrière militante. Le problème est alors de travailler avec eux à secouer le joug bureaucratique qu'ils subissent en effet. « La classe ouvrière, ajoutez-t-il, et l'ensemble des salariés ne réussiront à surmonter cette situation que dans la mesure où ils prendront en mains leurs propres intérêts, dans la mesure où ils refuseront de

déléguer tout ce qui les concerne entre les mains de la bureaucratie syndicale. » Mais s'il est vrai qu'il faut refuser de s'en remettre à une bureaucratie, on ne peut pourtant pas éluder si vite le problème (en effet très difficile, vieux comme la vie politique) de la délégation et de la représentation. Des comités de grève, des comités d'action aux comités d'entreprise sont guettés par les mêmes dangers dès qu'ils prennent un caractère de permanence ou qu'ils cessent d'être des organisations de lutte.

On peut d'ailleurs en dire autant des partis. Cohn-Bendit écrit : « l'activité révolutionnaire, collective et cherchant toujours plus à l'être, implique nécessairement une certaine organisation. Ce que nous contestons, ce n'est pas la nécessité de s'organiser, c'est celle de la direction révolutionnaire, celle de la constitution d'un parti » (p. 262). « Personne ne peut représenter personne », dit-il aussi. Mais comment une organisation, quelle qu'elle soit, est-elle possible sans représentation et sans délégation ? Sa conception de l'activité révolutionnaire, c'est « que les militants ne sont pas, ne peuvent pas, ne doivent pas être : une direction. Ils sont une minorité d'éléments actifs, venant de couches sociales diverses, rassemblés en raison d'un accord idéologique profond et qui s'emploient à lutter, à contribuer au développement de ces luttes, à dissiper les mystifications entretenues par les classes et les bureaucraties dominantes, à propager l'idée que les salariés, s'ils veulent se défendre, seront mis en demeure de prendre eux-mêmes leur sort en main, à l'échelle de la société, et que c'est cela le socialisme » (p. 265). Parfait ! Mais qu'est-ce qu'une « minorité rassemblée en raison d'un accord idéologique profond », sinon un parti (et non une machine) ?

Resterait alors à débattre ce que devrait être aujourd'hui un parti révolutionnaire digne de ce nom. Après tout, c'est justement ce que le P.S.U. voudrait contribuer à mettre sur pied. Et pour le moment, il paraît urgent de l'envisager avec tous ces militants dont une bonne partie, sans doute, sera sensible aux arguments développés avec une incontestable sincérité par Cohn-Bendit et ses amis (2). □

(1) Paru aux Editions du Seuil.

(2) Dans la partie finale du livre, on trouve des analyses historiques, tirées de la révolution russe et du rôle de Trotsky, qui sont très superficielles et assez fausses. Je n'en parle pas ici, mais il faudra y revenir.

● « Le gauchisme, remède à la maladie du communisme » de Cohn-Bendit est en vente à la Librairie de Tribune Socialiste.

Bientôt un nouveau  
« Tribune Socialiste »

## Pologne

# La victoire des "partisans"

Gilbert Chaleil

**D**u 11 au 18 novembre s'est tenu le cinquième congrès du parti ouvrier unifié polonais en présence de 1764 délégués et des représentants de 47 partis frères invités. La date d'ouverture de ce congrès coïncidait avec le cinquantième anniversaire de l'indépendance retrouvée de la Pologne.

Ces travaux ont consacré l'évolution de la politique polonaise dans le sens d'une reprise en main idéologique, depuis les événements de mars dernier. Cette évolution s'est trouvée renforcée par l'intervention en Tchécoslovaquie et ses conséquences dans la situation intérieure des pays concernés et dans la politique du bloc communiste de l'Europe de l'Est en général.

Tout avait commencé par l'interdiction de poursuivre la représentation de la pièce d'Adam Mickiewicz « Les Aïeux » qui fut à l'origine des manifestations étudiantes du mois de mars. L'antitsarisme de la pièce soulevait de nombreux applaudissements et se transformait bien vite en antisoviétisme. Cette explication est la seule fournie par les milieux gouvernementaux pour justifier l'interdiction de la représentation. Justification insuffisante lorsqu'on sait que la pièce chante aussi et surtout la liberté et répond par là à l'élan de la jeunesse polonaise. Des manifestations d'une ampleur exceptionnelle se déroulèrent alors, reflétant la plus extrême spontanéité au point que les leaders étudiants « fichés » n'ont pas eu besoin d'intervenir et d'animer ces mouvements.

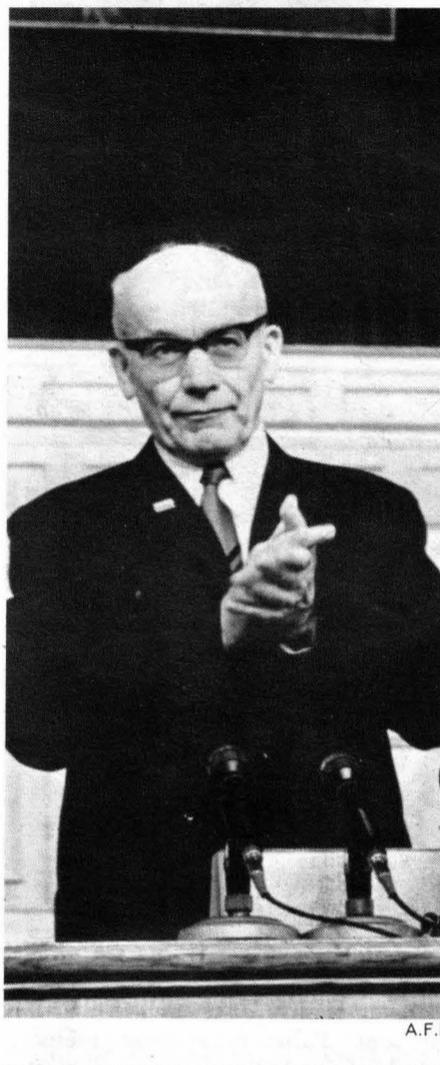
La répression fut sévère, les ma- traques étant généreusement distribuées aux éléments « sains » du pays (staliniens). C'est au cours de cette période de reprise en main que se sont manifestées pour la première fois avec cette vigueur les « forces montantes », « partisans » du général Moczar et amis de Gierek. Les événements apportaient le prétexte tant

attendu pour procéder à une épuration au sein du parti. Les « partisans », anciens combattants, bons patriotes (mais par forcément socialistes) avaient d'abord éliminé les résistants exilés en U.R.S.S. pendant la guerre, au sujet desquels il était aisé de dénoncer la responsabilité des crimes commis pendant la période stalinienne. Ensuite, ces « poilus » polonais, représentant un important groupe de pression sous la conduite du général Moczar, rassembleur des patriotes, allaient s'attaquer, comme partout ailleurs, aux intellectuels épris de liberté. Ces libéraux « cosmopolites » pour ne pas toujours parler de Juifs devaient quitter leurs charges là où l'affirmation nationale se révélait indispensable.

### L'épuration a commencé en mars

C'est alors que Moczar et Gierek trouvèrent l'appui de la vieille garde gomulkiste pour se débarrasser de ces gêneurs qui remettaient sans cesse en cause la bureaucratie et le dogmatisme.

Gomulka par peur de perdre le pouvoir au profit des partisans faisait de la surenchère. Le prétexte invoqué était le complot sioniste mondial, antisionisme qui dissimulait mal un antisémitisme d'autant injustifié qu'il ne reste en Pologne à l'heure actuelle que 23.000 personnes se réclamant de la nationalité juive. Les milieux gouvernementaux oublient également de dire que ces personnes se considèrent avant tout comme polonaises. Le sionisme en tant que courant politique a attiré depuis longtemps déjà en Palestine les populations juives sensibles à ce courant. Fait plus grave encore, l'épuration ne s'est pas arrêtée aux responsables « sionistes » mais s'est étendue à tous les libéraux. Le but de ces opérations était clairement défini par les autorités gouvernementales elles-mêmes lorsqu'elles déclarèrent que : « Des changements sont intervenus dans la composition ethnique de la société et qu'en conséquence il faut supprimer certaines charges qui reviennent à une minorité. »



A.F.P.

Cette prise de position singulière est, de plus, en contradiction avec l'affirmation selon laquelle les Juifs auraient été seuls responsables des événements de mars.

Ainsi épuré il n'est pas étonnant que le P.C. polonais ait été un des partisans les plus déterminés de l'intervention en Tchécoslovaquie. La composition des différentes délégations présentes au Congrès confirme également cette collusion. Trois délégations seulement étaient représentées au plus haut niveau : l'Allemagne de l'Est avec Ulbricht, la Bulgarie avec Jivkov et l'Union soviétique avec Brejnev et le redoutable Chelest. Les Polonais et leurs alliés ont rivalisé de dogmatisme au cours de ce congrès pour fustiger les P.C. qui avaient critiqué « l'intervention ». On peut remarquer à cet égard que la Hongrie, cinquième participant à l'opération militaire s'est trouvée légèrement en retrait. Ce congrès a en outre confirmé le clivage de plus en plus net entre partis communistes d'Europe de l'Est et partis d'Europe occidentale. Les P.C. italiens et français avaient respectivement délégué Pajetta et Billoux, lesquels ne purent intervenir qu'à la fin des séances après les exposés des représentants de toute une série de partis de moindre importance. D'autre part leurs interventions étaient tronquées et déformées dans la presse polonaise, quant à Brejnev, il ne jugea pas utile de les écouter !

### Une victoire superficielle

L'importance de la situation internationale et les problèmes du camp communiste ne doivent cependant pas faire oublier les résultats essentiels de ce congrès, à savoir la consécration des « Forces montantes ». Tout au long de la semaine les « partisans » ont affirmé leur rigueur idéologique et continué le lent travail de sappe qui doit les mener au contrôle de l'appareil du parti.

Gomulka est toujours en place et le général Moczar n'est pas entré au bureau politique mais les changements importants sont ailleurs. Les « forces montantes » sont maintenant en majorité au secrétariat et au comité central, ce qui réduit considérablement la marge de manœuvre de Gomulka et ses amis. Au bureau politique, trois personnalités libérales sont remplacées par des hommes de Gierek ou Moczar. Szyr, d'origine juive et ami de Gomulka quitte le bureau politique avec Waniolka et Rappacki qui n'est même plus membre du Comité central. Kruczek et deux jeunes, Kociolk et Tejchma, amis de Giere et Moczar rendront la majorité gomulkiste du bureau politique bien précaire.

Cette victoire des « forces montantes » qui se consolidera sans doute dans les prochains mois n'est peut-être que superficielle. La population polonaise n'est pas dupe de la campagne d'antisémitisme et de rigueur idéologique qui sévit actuellement. On peut affirmer sans crainte que le fossé qui sépare le peuple polonais de l'appareil du parti est désormais aussi large sinon plus que celui qui séparait les novotnystes et les forces progressistes de Tchécoslovaquie avant janvier. La nuance tient au fait que les progressistes ne sont pas représentés dans le parti mais cette lacune sera sans doute comblée dans quelques années. □

## BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15<sup>e</sup>

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04  
Permanent de 14 h. à 24 h.

**Lola Montès**

## Négociations de Paris

# Les atouts d'une victoire

Pierre-Daniel Trégnier

Le 4 novembre dernier, Mme Nguyen Thi Binh, représentante du Front National de Libération arrivait à Paris pour participer aux travaux préparatoires de la Conférence de l'avenue Kléber. Dès sa descente d'avion, elle réaffirmait la position en cinq points du F.N.L., pour une solution politique du problème sud-vietnamien : cessation par le gouvernement américain de sa guerre d'agression au Vietnam, retrait des troupes américaines et satellites et de leurs moyens de guerre du Sud-Vietnam, liquidation des bases américaines, droit de la population du Sud de régler elle-même ses propres affaires suivant le programme politique du F.N.L., sans ingérence étrangère. Mme Binh poursuivait en ces termes : « La population du Sud-Vietnam aspire ardemment à la paix, mais cette paix ne peut être dissociée de l'indépendance et de la liberté. Tant que le gouvernement américain n'a pas renoncé à ses visées agressives, s'obstine à intensifier la guerre au Sud-Vietnam, et s'accroche à l'administration fantoche de Saigon, dans le noir dessein de maintenir sa do-

mination néo-colonialiste au Sud-Vietnam, et de perpétuer la division du Vietnam, le peuple vietnamien poursuivra sa lutte avec persévérance jusqu'à la victoire finale. »

Depuis lors, on sait que le refus de Saigon d'envoyer une délégation à Paris, a conduit à une impasse diplomatique. Nous espérons publier la semaine prochaine une interview de Mme Binh sur l'ensemble du problème vietnamien. Nous voulons simplement aujourd'hui nous borner à rappeler quelques faits.

### Quatorze ans de lutte

La résistance du peuple du Sud-Vietnam commence dès avant 1956, date prévue par les accords de Genève pour des élections communes aux deux zones. En août 1954, dès la mise en place par les Américains du gouvernement Diem, une opposition légale se développe à Saigon sous la forme du Comité pour la défense de la paix et des accords de Genève, présidé par un avocat de 44 ans, Nguyen Huu Tho, actuel président du F.N.L. Le 11 novembre 1954, la police de Diem arrête les chefs du Comité et démantèle l'organisation. M. Tho, jeté en prison, passera sept années dans les cachots du sinistre pénitencier de Thuy-Hoa.

Pourtant l'opposition ne cesse de grandir. Le 19 décembre, dans les forêts du nord de Saigon, un petit groupe de représentants des mouvements anti-diémistes, se réunit et fonde le Front National de Libération. Dès l'origine, le Front est une large coalition de partis politiques, d'organisations de masse représentant toutes les couches sociales, toutes les tendances politiques et confessions religieuses, toutes les nationalités au Sud-Vietnam. La présence d'intellectuels libéraux et de personnalités religieuses au sein du Comité central du F.N.L., dément de la façon la plus catégorique, la thèse américaine exposée en 1965 dans le « Livre Blanc sur le Vietnam », selon laquelle un gouvernement communiste aurait « délibérément entrepris d'attaquer un peuple souverain sur son propre territoire ».

La direction de la lutte est assurée par un présidium et un secrétariat, présidés à tour de rôle par le président et les six vice-présidents du Front. Dix « commissions auprès du Comité central » préfigurent de véritables ministères, et assurent le fonctionnement de 14 « organismes



M. XUAN THUY

A.D.N.P

spéciaux », chargés de la formation militaire, intellectuelle, médicale dans les zones libérées, et de l'information.

### Paix, neutralité, démocratie sociale

Adoptée dès le premier congrès du F.N.L. en 1960, développée dans une longue déclaration en 14 points en février-mars 1962, la politique extérieure de paix et de neutralité du F.N.L. est solennellement réaffirmée dans le programme politique adopté en août 1967. Elle vise la garantie de l'indépendance du pays, sa souveraineté, son unité et son intégrité territoriale et la préservation de la paix mondiale.

Sur le plan intérieur, le F.N.L. se propose d'édifier un Sud-Vietnam démocratique et prospère. La liquidation du régime colonial, l'abolition de toutes les lois anti-nationales et l'organisation d'élections libres, doivent permettre l'élaboration d'une constitution démocratique, puis la formation d'un large gouvernement d'union nationale, tenant compte des particularismes locaux et des différenciations confessionnelles. Le mot d'ordre « La terre à ceux qui la travaillent », est le principe de base d'une réforme agraire, qui donne enfin au « nkaqué » des rizières, le rôle qui lui revient dans la production nationale.

Mais la réalisation de ces objectifs dépend aussi de l'aide que les organisations démocratiques du monde entier sauront lui apporter. □

collection **combats**

PAVEL TIGRID

LE PRINTEMPS  
DE PRAGUE

Tchéco-  
Slovaquie  
1968 SEUIL

« Un ouvrage complet  
A lire d'urgence. »  
(Témoignage Chrétien)

« Une lecture passionnante. »  
(Quinzaine Littéraire.)

« Après l'avoir lu, on n'a pas de  
peine à comprendre la frénésie de  
liberté qui a saisi pour un trop bref  
« printemps » ce peuple si durement  
et si longuement muselé. »  
(A. Fontaine, Le Monde.)

Un volume : 18 F.

**SEUIL**

## Librairie de Tribune Socialiste

Tous ces livres sont en vente à la Librairie de Tribune Socialiste

EDITIONS DU SEUIL :

- Le Printemps de Prague, de Pavel Tigris ..... 18,00 F
- Le Gauchisme remède à la maladie sénile du communisme, de Cohn Bendit ..... 15,00 F
- La conquête des pouvoirs, de Gilles Martinet ..... 15,00 F
- Le socialisme difficile, par A. Gortz ..... 16,00 F
- Quelle Université ? Quelle Société ? ..... 9,00 F  
recueil de textes issus de la réflexion étudiante en mai 68
- Les enfants de l'Europe de Louis Hartz ..... 24,00 F  
Etude sur l'évolution du Canada, des Etats-Unis, de l'Amérique latine, d'Afrique du Sud, d'Australie.
- Les tertiaires, de Michel Praderie ..... 6,00 F  
Les travailleurs en col blanc.

EDITIONS GRASSET :

- L'Empire américain, par Cl. Julien ..... 25,00 F
- Pour tout envoi postal, envoi franco (sans ristourne).  
— Pour tout achat au siège de T.S. : ristourne 10 %.  
— Adresser les commandes à T.S. 54, Bld. Garibaldi Paris 15°. Paiement à la commande par chèque postal ou bancaire CCP T.S. 58 26 65 Paris.

## Vie des Fédérations

### ● L'OISE :

Après la réunion de l'assemblée fédérale du 3 novembre, la nouvelle C.E. fédérale a procédé le 17 à la constitution de son bureau fédéral. Berthe Fouchère, secrétaire fédérale depuis la formation de la fédération, sera désormais assistée de Pierre Dupont, Pierre Girod et Roland Bizet. Thérèse Audier et Pierre Vaquez ont pris en charge la trésorerie. Marcel Ville, conseiller général, le docteur Sorel et Louis Février complètent le bureau fédéral.

### ● LA DROME :

La fédération a enregistré au cours de ces derniers mois 60 adhésions nouvelles environ, notamment à Valence et à Montélimar, où une importante section est maintenant constituée. La reprise d'activité de la rentrée a été marquée par l'assemblée générale du 2 octobre à Valence, en présence de Michel Rocard ; plus de 100 militants venus de tout le département y ont participé. Les 24 et 25 octobre, deux conférences publiques de Gilles Martinet à Valence et Montélimar sur le mouvement socialiste après la crise de mai et les événements de Tchécoslovaquie, ont réuni de nombreuses assistances. Le 15 novembre, Henri Leclerc a animé un débat à Valence

sur la répression et la liberté de l'information. Les 16 et 17 novembre, Jacques Malterre et Gilles Martinet ont participé à un week-end de formation à Montélimar.

### ● LE MORBIHAN :

Samedi 16 novembre à Lorient une réunion publique organisée par la section a permis de constater que la bataille difficile de Pierre Marchi lors des élections législatives de juin commençait à porter des fruits. A la suite de trois interventions du camarade Le Douteur sur les problèmes jeunes, d'Eugène Queverdo et de Michel Fontès sur la politique générale du P.S.U. après mai, un intéressant débat a eu lieu.

Dimanche 17 à Pontivy, une réunion avec des sympathisants, portant sur la régionalisation et la politique agricole du parti a laissé envisager comme très prochaine la création d'une nouvelle section.

Dimanche après-midi à Vannes, une assemblée générale de militants du Morbihan autour du secrétaire fédéral Eugène Queverdo et de Michel Fontès a fait le point sur l'implantation du P.S.U. dans ce département et a défini un programme d'action qui doit permettre à la fédération de se renforcer dans les prochains mois.

## Nouvelle section chez Roussel-Uclaf

Le jeudi 7 novembre est née officiellement la section d'entreprise de notre parti à l'usine de produits chimiques et pharmaceutiques Roussel-Uclaf (Romainville, Seine-Saint-Denis).

L'acte de naissance a consisté dans la distribution aux différentes portes de l'entreprise de 2.000 tracts ronéotés.

Pour le « baptême », les militants P.S.U. de Sorbonne, appliquant à la lettre le rapprochement étudiants-travailleurs, étaient venus prêter main-forte aux camarades de l'usine et de la commune. Ajoutons que si le contenu du tract fut fort bien accueilli par le personnel, il n'en fut pas de même des responsables de la cellule communiste qui ne semblent pas à court de remarques... pour le moins fourbes ! Au fait, le parti communiste français ne s'est-il pas prononcé pour la pluralité des partis dans la construction du socialisme ?

Nous reproduisons le document élaboré par nos camarades de Roussel-Uclaf, car nous pensons qu'il constitue un modèle exploitable pour d'autres sections ou groupes d'entreprise, dans la région parisienne ou en province. L'accueil qui lui a été fait témoigne, nous semble-t-il, de sa qualité :

« Les militants P.S.U. de Roussel-Uclaf ont décidé de se constituer en section d'entreprise. Cette décision est essentiellement motivée par 3 raisons : renforcer le courant socialiste qui s'est dessiné à travers

l'audience acquise par le P.S.U. en mai-juin ; proposer des options politiques en prolongement des options syndicales ; faire face aux menaces répressives (C.D.R.).

Les événements de mai-juin ont montré que si les structures étaient contestées, les objectifs l'étaient tout autant sinon plus : société du type capitalisme ou société du type bureaucratique soviétique. Il nous semble donc que prétendre résoudre le problème de la gauche socialiste sous le biais des structures à rénover est une démarche vaine. Le vrai problème se pose en termes d'objectifs et le P.S.U. qui a vu ses effectifs gonfler dans de très importantes proportions se doit d'être à l'avant-garde de cette recherche. Il se la doit d'autant plus que la gauche traditionnelle française est en proie à des contradictions internes : contradictions internes au P.C. entre les fervents de l'intervention en Tchécoslovaquie, les opposants à cette intervention, et ceux qui croient à la solution des accords de Moscou ; contradictions à la F.G.D.S. où les radicaux et une partie de la S.F.I.O. regardent vers le centre et la convention vers un interlocuteur qu'elle ne définit pas.

Une certain nombre d'hommes ont en commun les mêmes soucis de justice, liberté, responsabilité. L'imagination et la liberté d'expression ont toujours été les guides de la réflexion des militants du P.S.U. pour qui socialisme = liberté. Ils invitent toutes ces personnes à venir définir avec eux ce qu'est cette liberté. » □

## Meetings et réunions

Judi 21 novembre : BESANÇON :  
Georges Gontcharoff.  
Vendredi 22 novembre, HOUILLES  
Robert Chapuis.  
Lundi 25 novembre, SETE, 18 h :  
Marc Heurgon, Jacques Sauvageot.  
ALES, 18 h :  
Jacques Compère, André Barjonet.  
NIMES, 21 h :  
Marc Heurgon, Jacques Sauvageot, André Barjonet.  
Mardi 26 novembre, LA CIOTAT, 18 h :  
Marc Heurgon.  
MARTIGUES, 18 h :  
André Barjonet.  
AUBAGNE, 21 h :  
Marc Heurgon, André Barjonet.  
Mercredi 27 novembre, SAINT-DIZIER :  
Pierre Naville.  
Judi 28 novembre, CHAUMONT :  
Pierre Naville.  
Vendredi 29 novembre, PERPIGNAN :  
Michel Rocard.  
ISSY-LES-MOULINEAUX :  
Marc Heurgon, Jean-Marie Vincent.  
MASSY :  
Serge Mallet.  
Samedi 30 novembre, CHATEAUROUX :  
Robert Chapuis.  
Lundi 2 décembre, GRENOBLE :  
Michel Rocard, Marc Heurgon.

## Un meeting des ESU

Les étudiants du P.S.U. ont tenu à marquer le 50<sup>e</sup> anniversaire de la révolution allemande de 1918 par un meeting militant le 18 novembre à Paris. Le mois de mai avait fait redécouvrir l'apport essentiel au mouvement ouvrier de la révolution de 1919. Jean-Marie Vincent dressa un historique du spartacisme et montra l'actualité des thèses de Rosa Luxembourgeois sur la grève de masse.

Une camarade allemande du S.D.S. apporta le salut de son organisation actuellement en congrès à Hanovre.

Enfin Jean-Claude Boisseau et Manuel Bridier ont lancé le débat sur l'organisation politique d'avant-garde et jeté les bases d'analyse stratégique universitaire et internationale pour le P.S.U.

Les militants ont parfaitement saisi l'importance politique du meeting pour les E.S.U.

## La IX Conférence des ESU

### ORDRE DU JOUR

Vendredi 22 (81, rue Mademoiselle, 20 h 30).

#### ● Validation des mandats

#### ● Rapport moral

Samedi 23 (Centre international protestant, 8, villa du Parc-Montsouris, 14<sup>e</sup>).

#### 15 h : Rapport d'activité.

Rapport introductif au débat politique.

Stratégie à l'Université.

Mouvement de masse et organisation d'avant-garde.

#### Commissions

Dimanche :

15 h : A.G. Débat politique.

Lundi matin :

A.G. Problèmes organisationnels.

## Jean-Marie Vincent

### Candidat

Le gouvernement a fait annuler l'élection de Guy Ducoloné, député communiste de la II<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine. Une élection partielle va donc se dérouler, dont le premier tour est fixé au 8 décembre. Sur les rangs se retrouvent : U.D.R., centriste, le sortant communiste, la F.G.D.S. ne présente jusqu'à présent que deux candidats : Jean-Marie Vincent, membre du bureau national sera le candidat du P.S.U.

## Communiqué du BN

La Grèce des colonels vit depuis des mois sous la loi martiale. Depuis des mois on arrête et on torture des hommes et des femmes dont le seul tort est de refuser le joug fasciste. Le procès, c'est-à-dire les parodies de justice se multiplient afin de juguler la résistance de l'immense majorité du peuple grec. Ce régime de tortionnaires ne recule même plus maintenant devant le recours à l'assassinat pseudo-légal. La condamnation à mort de Panagoulis est peut-être l'amorce d'une répression encore plus sanglante.

Le P.S.U. appelle tous les partisans du socialisme et de la liberté à protester. Panagoulis ne doit pas mourir.

19-11-68

19 heures.

### ● Chaque jeudi

## TRIBUNE SOCIALISTE

vous propose les solutions de l'alternative socialiste aux problèmes de l'actualité :

- l'emploi - la décolonisation de la province
- la lutte extra-parlementaire.
- contre l'impérialisme américain.
- pour une Europe des travailleurs
- la recherche d'une culture populaire.
- contre la soumission de la presse et de l'information, etc...

## Le Courrier du PSU

### n° 4 est paru

Numéro spécial consacré aux entreprises, le pouvoir ouvrier, la section d'entreprise, le pouvoir syndical, Université populaire de Colombes, Rhodiacta, Sochaux, juin 1968.

□ M. J. C.

## Vers une clarification

Yves Serjeune

Les Maisons des Jeunes et de la Culture viennent de tenir leur Assemblée générale annuelle à Grenoble, les 10 et 11 novembre. Près de 2 000 délégués venus de toutes les régions participaient aux travaux, ce qui atteste la vigueur du développement de ces institutions.

En quelques années, le nombre des M.J.C. vient de passer de 600 à 1200 et la progression continue. Leur activité touche maintenant plus d'un demi million de jeunes, chiffre qui en fait la plus importante organisation de jeunesse autogérée. Autogérée car les M.J.C. ne sont pas un mouvement ayant une ligne à laquelle on adhère, mais des associations de base souveraines, gérées par leurs usagers, ouvertes à tous et recherchant la collaboration de tous les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

Assumer cette fonction essentielle d'animation culturelle dans les quartiers, les villes et les bourgs en recherchant la prise de responsabilité maximum des jeunes, demande des moyens matériels et humains qui débordent largement les possibilités des seuls usagers fondateurs des associations. Sur le plan matériel, les M.J.C. bénéficient de l'aide des municipalités et du ministère de la Jeunesse et des Sports représentés de droit dans leurs conseils d'administration. Sur le plan animation, les M.J.C. ont été amenées à former un personnel permanent et appointé destiné à alléger les tâches des multiples animateurs bénévoles.

Ces deux questions, relation avec les pouvoirs publics, place du personnel permanent, étaient au cœur des débats de ces derniers mois et hypothéquaient le travail du bureau sortant de la F.F.M.J.C. L'Assemblée a exprimé à leur propos des avis qui marquent un début de clarification et devraient permettre d'avancer dans des recherches nouvelles concernant le rôle des M.J.C. et leur gestion effective par les usagers.

### *Pas pour jouer à la marelle*

Un demi-million de jeunes touchés par une organisation qui ne se réfère à aucune position philosophique ou idéologique, voilà qui ne peut manquer d'attirer les convoitises de la part d'un gouvernement quel qu'il soit.

Comme on l'a rappelé à la tribune à Grenoble, « les M.J.C. n'ont pas été créées pour jouer à la marelle ». Leurs usagers décident eux-mêmes de la création des activités et on ne voit pas au nom de quoi il leur serait in-

terdit de s'informer et d'organiser des débats sur toutes les questions économiques, sociales et politiques si le principe de pluralisme est respecté et si elles restent fidèles à leur esprit d'ouverture à tous. On connaît les réticences du pouvoir vis-à-vis de tous les mouvements d'éducation populaire, le déconditionnement des jeunes par le débat et la prise de responsabilité ne pouvaient manquer de l'inquiéter.

Né pouvant mettre la main sur les M.J.C. par le sommet pour en faire un instrument, le pouvoir utilisa le seul moyen à son service, le chantage, pour infléchir leur esprit autogestionnaire. Chantage à la subvention tout d'abord : pour 70 % environ, la subvention est consacrée au paiement par la F.F.M.J.C. du personnel d'animation et résulte de contrats passés avec les municipalités lorsqu'elles décident de construire un équipement. Chantage ensuite à la création d'un réseau de clubs dirigés par l'administration de la Jeunesse et des Sports, fameux mille clubs de Misoffe qui ont fait long feu.

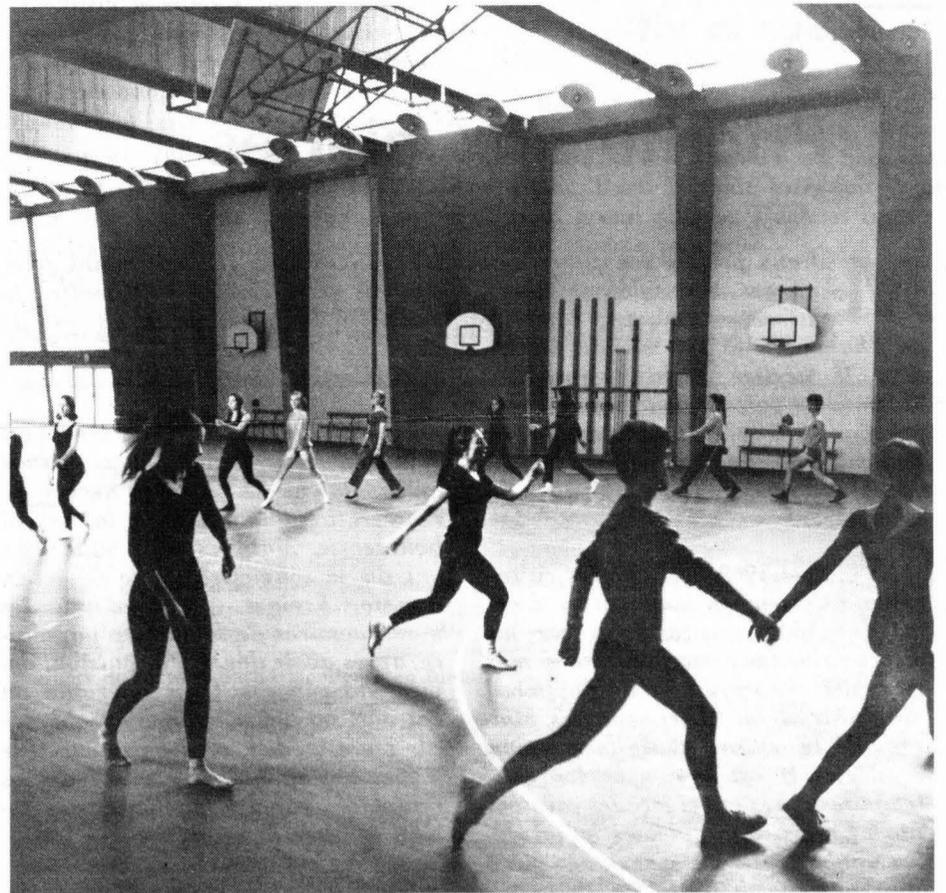
La politique du bâton et de la carotte est bien connue. L'accepter, c'était pour les M.J.C. un espoir de disposer de moyens matériels, mais pour faire quoi ? pour se renier complètement et à terme, se livrer pieds et poings liés aux gouvernants. La refuser, c'était porter le débat devant tous les usagers et l'opinion publique, et courir le risque d'une situation financière très difficile pour tous, spécialement pour les animateurs permanents. Ce risque pouvait conduire à une prise en main des M.J.C. par les municipalités qui acceptaient de se substituer à un gouvernement déficient.

### *L'alternative de fermeté*

Dès lors, la tentation était grande pour ceux qui se refusaient à poser le problème des relations avec le pouvoir, de rendre le personnel permanent responsable de toutes les difficultés financières.

Seules 400 M.J.C. ont un directeur permanent, c'est dire que ce vote n'est pas le résultat de « l'influence du personnel permanent » mais bien l'expression de la base.

Ce problème est donc tranché et dans la même optique celui des rapports avec les pouvoirs publics, gouvernement et municipalités. En effet, la réélection massive au conseil d'Administration de M. Jargot qui assurait l'intérim de la présidence donnait tout son sens à l'alternative de fermeté. La base s'est prononcée : les



La polyvalence des usages.

Collombert

M.J.C. ne sont pas à vendre. Les communes et Jeunesse et Sports disposant de tous les moyens pour s'assurer du respect des statuts dans la lettre et dans l'esprit, rien ne justifie un droit exorbitant sur leurs activités. Que chacun prenne ses responsabilités et respecte ses engagements.

### *Vers un changement d'attitude du gouvernement ?*

Il semble bien que le gouvernement puisse être amené à réviser sa politique à la faveur du remplacement de M. Misoffe par M. Comiti. Son chef de cabinet a affirmé qu'une phase de normalisation des rapports était entamée et qu'une période de réflexion était ouverte. Bien lui en prenne car s'agissant des jeunes, mai 1968 devrait l'avoir fait réfléchir : la compression précède toujours l'explosion.

Mais la clarification apportée par la réélection de M. Jargot au conseil d'Administration a été largement amortie par le mode de renouvellement des membres élus de ce conseil, par tiers chaque année. Seul le constat de carence de l'opposition à la nouvelle ligne permit d'élection de M. Jargot à la présidence. Il s'en fallut de peu pour qu'un bureau élu selon un mode dépassé n'élimine le courant exprimé par la très grande majorité de l'Assemblée.

Néanmoins les conditions sont mieux réunies que jamais pour une clarification rapide des problèmes en suspens. La régionalisation de la F.F.M.J.C. notamment, impératif ressenti depuis longtemps, notamment en raison de la croissance du nombre de M.J.C. qui rend impossible un tra-

vail dans une Assemblée de près de 2 000 délégués. L'action à mener pour la majorité à 18 ans, pas seulement pour le droit de vote mais pour la majorité civile. Et surtout les problèmes d'animation.

### *Quelles M.J.C., quelle société ?*

En effet le réexamen de la politique d'animation des M.J.C. devient urgent. Les problèmes quantitatifs actuels des M.J.C. ont complètement fait perdre de vue les problèmes qualitatifs concernant le fonctionnement des M.J.C. Dans certains cas, la pratique d'autogestion par les usagers s'est fortement éloignée de la théorie d'où quelques exemples de contestation en mai. Les animateurs bénévoles et permanents doivent savoir qu'il n'est pas possible de résumer les problèmes des M.J.C. aux seuls problèmes quantitatifs, comme l'ont fait la plupart des enseignants à propos du budget de l'Education nationale.

Les M.J.C. vivent en effet la contradiction fondamentale de se vouloir un secteur autogéré bénévolement dans un système capitaliste qui fonctionne sur le profit personnel, sur des rapports de dépendance entre les hommes, sur la répression dès l'école de toutes les facultés d'initiative, de créativité, d'imagination nécessaires à la prise des responsabilités. Aussi l'animateur formé, bénévole ou permanent, a-t-il toujours le choix entre deux attitudes : un fonctionnement bien huilé qui l'oblige à être directif ou l'attente des initiatives et des responsabilités qui impose un certain désordre apparent. □

Sur le vif

## Priorité aux pierres

**M**alraux préfère les ruines aux hommes. Considérant alternativement le passé lointain de l'humanité et son avenir mythique, il néglige régulièrement les hommes du présent, leur besoin d'expression et leur volonté d'accéder à une culture active qui permettrait de mieux comprendre le monde, donc de le changer.

Le budget 1969 des Affaires culturelles, inférieur en pourcentage à celui de 1968, se caractérise par un effort prioritaire en faveur des monuments historiques et de l'appareil administratif au détriment des Maisons de la culture et de la création musicale. Il est vrai que les châteaux restaurés et les façades ravalées posent mois de problèmes qu'un débat public suscité par une pièce d'Adamov ou de Gatti.

Mais il y a surtout un aveu de taille dans les déclarations du ministre lorsqu'il compare l'aventure des Maisons de la culture à la mise en place de l'enseignement primaire sous la

III<sup>e</sup> République. Il s'agit moins pour l'auteur de L'Espoir « de mettre la culture à la portée de tous » que de conditionner chacun par une culture éternellement inoffensive.

Les pionniers de l'enseignement primaire n'auraient jamais admis qu'ils étaient en fait, les agents de l'intégration du peuple à la société bourgeoise. Mais les plus audacieux ont dû se soumettre ou se démettre comme Freinet. Aujourd'hui les mousquetaires de la culture populaire, après avoir donné l'impulsion, deviennent gênants. C'est pourquoi on chicane sur leur gestion, on chipote sur leurs crédits, on ironise sur leur « vocation spontanée » avant de les remplacer par des fonctionnaires dociles et interchangeables.

Grâce à quoi l'action culturelle deviendra un culte solennel célébré par des prêtres sans âme formés dans les nouveaux séminaires de Monsieur Malraux.

Bernard SIZAIRE



Les avatars de la philosophie.

Entretien

## Avec Robert Lapoujade

**U**n jeune homme roux de 47 ans. Attentif et attachant. L'œil aigu. Robert Lapoujade, peintre et théoricien de l'esthétique, cinéaste d'animation avec onze courts-métrages, vient de réaliser son premier film : « Le Socrate ». Un canular, disent les uns ; une œuvre expérimentale, disent les autres. Il s'agit en fait d'un film, non pas hermétique, mais difficile, et qui, traitant le spectateur en adulte, exige de sa part plus qu'un effort, disons une certaine éducation du regard. Lapoujade est un iconoclaste, mais ces images qu'il fragmente, il ne les brise que pour mieux nous les révéler dans leur lien profond avec la nature. Il retrouve la naïveté des primitifs et cherche à nous ramener à une pureté du regard, à une saisie première (phénoménologique) des choses où la nature s'anime et palpite, où les pierres bougent, où un pan de mur isolé devient un univers autonome, un merveilleux tableau non figuratif. « Le Socrate » nous apprend à voir et — qui sait — à vivre.

A travers l'odyssée héroï-comique du philosophe-clochard et du flic-

disciple, quelque chose d'essentiel se joue, lié à une recherche formelle rigoureuse : à savoir une tentative radicale de désengagement par rapport à l'idéologie bourgeoise et à une fausse culture (celle qui pour se rassurer se targue trop souvent d'être populaire) qui nous aliène constamment. Et c'est pour cela que « Le Socrate » est un film politique. Il faut donc l'aller voir, le revoir (le billet est valable pour deux séances), le ruminer. Quand on connaît les conditions imposées au jeune cinéma, par le système capitaliste, quand on sait que si le film ne « tient » pas encore quelque temps à Paris, il n'aura aucune chance d'être distribué en province, les lecteurs de « T.S. » comprendront que voir « Le Socrate » c'est aussi une forme de lutte politique.

\*\*

T.S. — *Votre film est une mise en question de la philosophie. Mais n'est-ce pas au fond quelque chose de plus général qui est visé : à savoir la philosophie comme phraséologie, c'est-à-dire comme un certain*

*type d'aliénation culturelle ? Plutôt que de penser par nous-mêmes, nous nous en remettons à des maîtres à penser, attendant d'eux qu'ils nous délivrent leur message. Est-ce cela que vous avez voulu exprimer ?*

Robert Lapoujade. — Oui. Aujourd'hui, par rapport à la politique et à l'action, il y a une crise du maître à penser, et cela nous conduit à jeter un certain nombre d'idées brillantes mais qui échappent totalement à la pratique et aux ordres auxquels sont tenues d'obéir les sociétés : ordre bourgeois, ordre policé, ordre à base de culture populaire, ce qui représente à tous les niveaux des types d'aliénations. Il ne peut pas exister de culture populaire : c'est un faux problème. Pour une raison simple, à savoir qu'il y a une culture ruminée et une culture surprenante.

T.S. — *On peut considérer « Le Socrate » comme une démonstration par l'absurde. De ce film extrêmement construit, rigoureusement formel ne se dégage-t-il pas une véritable philosophie de l'absurde, ne serait-ce que dans le traitement des deux personnages qui sont des marionnettes grotesques.*

R.L. — Pour poser le problème philosophique de l'homme, il fallait le réduire à sa plus simple expression qui est le cri, l'angoisse, le dénuement, le dérisoire et en fin de compte le pathétique. Cet absurde, dans la mesure où il est teinté d'humour, prend une autre dimension, parce qu'il permet de dénoncer

incidemment des vérités qui sous une autre forme ne seraient pas acceptables et ne passeraient pas la censure. Et je crois que s'il s'agissait de montrer que l'homme est un pantin, il s'agissait aussi de démontrer qu'il ne l'était plus dès qu'on commençait à établir un réseau de communications, à définir un langage susceptible de mettre en évidence les diverses réalités : celles de la nature et celles de la politique.

T.S. — *Parlons de l'aspect formel. « Le Socrate » inaugure un type de cinéma que j'appellerai le cinéma de la fissure. On assiste à une double destruction : celle du récit et de la temporalité. Tout le rythme du film ne repose-t-il pas sur des cassures, des ruptures, jusqu'à une succession hétérogène de fragments indépendants ?*

R.L. — Dans l'ensemble le film se présente comme une sorte de puzzle et sous un aspect directement formel c'est-à-dire que l'ensemble des parties qui sont généralement prises en pleine action, ou d'autres fois sont volontairement statiques, doit constituer la réalité globale de l'ensemble de l'« histoire ».

T.S. — *Cependant tout en fragmentant à l'extrême, vous avez senti la nécessité d'introduire des images obsessionnelles qui reviennent à intervalles réguliers (mer, fille au colant jaune, chien).*

R.L. — Effectivement, les animations ainsi que les images-leitmotifs sont des transitions, c'est-à-dire la

ponctuation qui sert de passage d'un plan à un autre. De même la musique (qui tombe toutes les 9 secondes) sert de colonne vertébrale à l'ensemble du film. De ce fait, la cohérence dépend de l'imbrication rythmiquement irrégulière de l'ensemble des parties. Le paradoxe du film, c'était qu'il se voulait à la fois considérablement ennuyeux (et j'ai bien peur d'y être trop parfaitement arrivé) et par là même chargé de significations qui devaient se répercuter dans ce qu'on pourrait appeler la seconde réalité, c'est-à-dire ce qu'il en reste après qu'on l'ait vu.

T.S. — *L'influence picturale est évidemment capitale. Ne s'exerce-t-elle pas à un double niveau : 1° une surcharge du réel (peinture sur le visage des acteurs, sur les routes, les arbres) et 2° une découverte du réel en isolant les éléments (le pan de mur, l'écorce des arbres, le bourdonnement des guêpes) ?*

R.L. — L'abstraction du film n'est que transitoire : c'est sur elle que vient s'instaurer le concret. L'humour est souligné dans le maquillage et la recherche de procédés nouveaux de recomposition du réel. Il s'agit bien d'une œuvre primitive

dans la mesure où c'est un cinéma artisanal qui est mis en évidence.

T.S. — *Vous êtes marxiste. Vous venez de réaliser le film le plus formel de l'histoire du cinéma. N'y a-t-il pas là un problème ? Je veux dire : comment concevez-vous la conjonction entre une lutte esthétique et une lutte politique révolutionnaire ?*

R.L. — Si j'ai parlé de culture surprenante, la culture, au sens inédit du mot, doit se répercuter sur des données forcément inédites. Je crois qu'on est d'autant plus politique et révolutionnaire que le langage est lui-même révolutionnaire. J'ai vu des films sur le mouvement de mai qui sont d'un tel « formalisme », d'un tel académisme qu'ils n'ont plus aucune portée politique. A l'inverse il faut aussi se méfier des apparences de l'avant-garde. Mais je crois que lorsqu'on a une certaine conscience politique, on n'hésite pas, à un moment ou à un autre, à des petites nuances près et même à travers ces nuances, à la faire passer dans l'œuvre qu'on élabore. □

(Propos recueillis par  
Jean-Luc POUILLAUDE.)

## Musique

# Le bruit de la liberté

Jean-Paul Fargier

*J'ai suivi les quatre journées de musique contemporaine, organisées par le ministère des Affaires culturelles et la Ville de Paris, sous la direction artistique de Maurice Fleuret. Ce fut un long et passionnant voyage au pays de Varèse, Xenakis, Berio, Pierre Henry (1). Et, bien que le contact avec la musique sérielle, dodécaphonique, électronique, etc., fût pour moi d'une nouveauté radicale, mon impression dominante ne fut pas le dépaysement, mais, au contraire, la familiarité.*

C'est tout bruit et cacophonie, la musique d'aujourd'hui, entend-on souvent. Je proteste. La musique contemporaine, ce n'est pas l'Art du Bruit, c'est la Science du Silence. Des petites phrases de bruits qui relient entre eux de gros moments de silence.

Ce n'est pas comme une marche militaire ou un concerto de Vivaldi, ça ne vous prend pas par la main, par les pieds. Ça ne vous fait pas marcher au pas ou dodéliner de la tête. Ce n'est pas comme la musique classique qui s'empare de vous et vous conduit où elle veut sans que vous vous en rendiez compte, sans vous donner le temps de respirer, d'écouter et de savoir que vous écoutez. Non. La musique contemporaine, celle que j'ai entendue, ne vous entraîne pas malgré vous, elle vous laisse libre, elle vous libère.

Elle s'empare de vous, vous entraîne très loin, très vite, et puis soudain elle vous abandonne dans un gros silence, hébété, comme au sortir d'un

rêve, conscient d'être désorienté, d'être hors de vous ou trop en vous. Et quand elle rompt le silence, quand elle se décide à repartir, c'est toujours de plus loin que l'endroit où elle vous avait laissé. Alors il faut lui courir après, se dépêcher de faire le chemin qu'elle a parcouru sans vous dans le silence. Il vous faut décider, vouloir, participer.

La musique contemporaine, c'est d'abord une page de silence sur laquelle on a semé des bruits. Des sons très beaux, très violents, qui arrivent de n'importe où, d'un violon ou de cinquante violons, de dix trompettes ou d'une contrebasse, d'une panoplie de percussions, d'une ribambelle de magnétophones, ou d'une voix, de deux, de dix, de cent voix. N'importe comment. Ça crachotte, ça siffle, ça craque, ça cliquette, ça couine de plaisir, de douleur, de chaleur, ça hurle, ça soupire, ça murmure, ça hulule, ça tempête, ça clame et ça déclame, ça sussure et ça sisiffle, enfin, ça fait tout ce que ça peut pour

déchirer le silence, pour l'envahir, le recouvrir, mais ça n'y arrive pas. Toujours, il revient, indéracinable, inexpugnable, indélébile. Bien plus même, de cette lutte avec le son, c'est le silence qui sort vainqueur. Peu à peu, le silence envahit les bruits, et, par osmose, leur communique sa beauté limpide, lumineuse, leur insuffle son calme. Et tout, alors devient silence. Les percussions ont beau se déchaîner, et les cuivres se

déchirer en cris stridents, tout n'est que silence, c'est-à-dire musique de l'âme.

Dans la musique contemporaine, le bruit, le son, ce n'est que du silence continué d'une autre façon. Seul, jusqu'ici, Bach m'avait introduit à un aussi grand silence. Bach et un certain cinéma moderne...

(1) Notre prochaine chronique de disques sera exclusivement consacrée à des enregistrements contemporains.

## A écouter

● *Guitare 3 par René Bartoli* — Les amateurs de guitare ne doivent pas manquer ce disque — Un jeune interprète français, René Bartoli, y déploie d'exceptionnelles qualités de cœur et de finesse. D'un grand respect du texte, sonorité moelleuse en font le grand guitariste classique de demain — Son programme, allant de la Renaissance à nos jours, permet de découvrir une très belle œuvre de Vincenzo Galilei, philosophe, théoricien, musicien prolifique (plus de 3 000 œuvres) et père du célèbre astronome — (Harmonia Mundi — 1 × 30 cm — 18,00 F) —

● *Concert Stradella* — Peu connu en France, Alessandro Stradella fut assassiné à 36 ans sur ordre de la famille d'un élève à laquelle il avait donné des leçons très particulières — Que sa fin tragique et ses amours tumultueuses ne fassent pas oublier le musicien qui fut, avec Corelli, le créateur du concerto grosso dans la seconde partie du 17<sup>e</sup> siècle — Ce genre de composition antérieure au concerto de soliste, fait dialoguer un petit groupe d'instruments avec une formation plus importante — Les sept œuvres proposées par l'orchestre Jean François Paillard et le trompettiste Edward Tarr feront considérer leur auteur comme un talentueux pionnier de la grande époque musicale italienne — (Erato 1 × 30 cm — STU - 70368) —

● *Berlioz - Requiem*. La messe des Morts est l'œuvre à laquelle Berlioz tenait le plus. On pouvait s'attendre a priori, de la part de l'auteur de la Symphonie Fantastique, à une partition hautement spectaculaire orientée vers la recherche du faste sonore et des effets théâtraux. Or, à part la seconde partie du « Dies Irae », véritable déferlement de cuivre dû à la présence de quatre orchestres dont la répartition dans l'espace nécessite l'utilisation de la stéréo, l'œuvre frappe par sa sobriété, par le simple recueillement qui l'anime banissant toute grandiloquence pour s'achever dans un climat de grande sérénité.

Charles Munch, meilleur spécialiste actuel de Berlioz, à la tête des chœurs et de l'orchestre de la Radio Bavaroise en

donne une version quasi-définitive. (En souscription jusqu'au 31 janvier 1969. 2 × 30 cm, Deutsche Gramophon, 52 F.)

Cette note a été rédigée avant la récente et brutale disparition de Charles Munch. Avec cette mort, la musique perd l'un de ses plus prestigieux serviteurs. A titre d'auditeur individuel, l'on n'est pas prêt d'oublier l'inoubliable tandem de l'orchestre de Boston et de Charles Munch.

● *André Raison - Messe du 3<sup>e</sup> ton*. Mort en 1719, André Raison est un de ces obscurs organistes qui contribuèrent pendant deux siècles à la grandeur de l'école française. Sans chercher dans sa Messe l'expression d'une vibrante ferveur religieuse, on appréciera, dans la succession de courtes pièces, l'habileté avec laquelle le compositeur utilisa toutes les ressources de l'orgue pour faire résonner, parfois dans de modestes églises, des airs frais et joyeux dont il retenait la vivacité « à cause de la sainteté du lieu ».

Xavier Darasse restitue avec bonheur cette musique décorative et élégante aux orgues presque oubliées d'une petite ville catalane, Arles-sur-Tech. (Charlin 1 × 30 cm.)

● *Henrich Schütz - Petits concerts spirituels*. Austérité, extrême économie des moyens ! On s'étonne de constater à quel point, celui que l'Allemagne considéra 100 ans avant Bach comme son meilleur musicien, élimina systématiquement tous ornements et tout superflu. Il est vrai que les « Concerts spirituels » furent écrits pendant une des périodes les plus noires de l'histoire allemande : la guerre de trente ans. Les princes qui employaient Schütz furent alors obligés de réduire leurs dépenses musicales, condamnant nombre de choristes et d'instrumentistes à la misère.

Bien que reflétant dans leur facture et leur esprit le malheur d'une époque, ces œuvres vocales ne sont pas désespérées. Il s'agit pour Schütz de rendre confiance à ceux que tente le blasphème et d'affirmer calmement une inébranlable foi. Interprétation tout entière au service du texte et de la musique. (1 × 30 cm, Archiv Produktion.) □

## Revue : dire et faire

La revue dont la Convention des Institutions républicaines annonçait la sortie prochaine depuis quelques mois vient de faire paraître son n° 1. Claude Estier en est le rédacteur en chef. Elle s'appelle « Dire », et porte en sous-titre « la nouvelle revue de la gauche socialiste ».

A l'image de ce qu'est souvent la Convention, cette revue est d'une présentation à la fois élégante et traditionnelle.

Au sommaire du premier numéro, un débat — relativement intéressant — sur le thème « La Révolution est-elle possible en France ? », avec la participation de René Andrieu, Marc Paillet et Gilles Martinet,

présenté comme « leader du P.S.U. » ; un inédit de Ota Sik ; quelques articles de moindre importance, et un éditorial de François Mitterrand, où l'ancien président de la F.G.D.S. entend dire leurs vérités à toutes les facettes de la gauche socialiste. Sur un ton facile et irritant, qu'adoptait volontiers l'extrême-droite pendant sa jeunesse, le député de la Nièvre critique aussi bien la gauche « moderne » de Defferre que la gauche « nouvelle » du P.S.U. Il prétend les renvoyer dos à dos, mais se réclame de Mollet et attaque Heurgon. Bizarre méthode pour aboutir à « l'armistice » qu'il affirme rechercher... En tout cas, les conventionnels ont trouvé quoi « dire », il ne leur reste plus qu'à savoir « que faire ? »...

□ Mai 68

## Le mouvement dans les pays du tiers monde

Manuel Bridier

Si l'influence des facteurs internationaux sur le déclenchement et le déroulement des événements du mois de mai en France paraît ainsi évidente, les événements survenus dans les autres pays du monde font apparaître en sens inverse une influence incontestable des manifestations parisiennes sur le caractère, les moyens et les objectifs des luttes menées jusque dans certaines régions du tiers monde (1).

Il est cependant permis de s'interroger sur la véritable nature de cette influence. On peut se demander en effet s'il ne s'agit pas seulement d'un enchaînement superficiel, lié aux formes extérieures des manifestations plutôt qu'à leur contenu véritable. On peut douter si les contradictions d'ordre culturel inhérentes au plus haut degré d'évolution de la société industrielle ont une signification quelconque pour des pays essentiellement agraires et majoritairement analphabètes.

Ce n'est là cependant qu'une difficulté apparente. On pourrait dire, sans paradoxe, qu'il faut inverser la proposition pour saisir le véritable cheminement des choses. Les valeurs truquées de la civilisation soit-disant humaniste ne sont apparues aux jeunes européens pour ce qu'elle sont, l'instrument d'une hégémonie de classe et l'emballage idéologique de l'exploitation, qu'à un certain degré de contradiction et de décomposition du système, non seulement économique mais intellectuel et moral. Jusque là, en tous cas pour les jeunes bourgeois et pour ceux des classes populaires que l'Université avait initiés aux valeurs bourgeoises, ces notions, ces principes, ces hiérarchies apparaissaient comme naturelles, légitimes, liées à une certaine conception de l'ordre et de l'homme, pélemêle avec la douceur angevine, le cogito cartésien et la musique racinienne. Il fallait quelques sérieux événements pour apercevoir le bâton derrière la carotte, la matraque du C.R.S. sous le sourire bien élevé du recteur.

Pour « nos » anciennes colonies, les choses étaient plus claires. Le militaire et le marchand sont arrivés les premiers. Racine et 89, La Fontaine et le système métrique, Jésus-Christ lui-même, ne sont venus que plus tard, et seulement dans la mesure où ils étaient nécessaires pour consolider la conquête et parachever

la domination par la dépersonnalisation des esprits. Que de jeunes intellectuels d'Afrique ou d'Asie aient trouvé ensuite dans la Bible ou dans le *Capital*, voire dans Voltaire ou J.-J. Rousseau, de quoi contester la domination qu'ils subissent, que tels missionnaires ou tels enseignants aient expressément donné cette signification aux messages qu'ils apportaient, ne change rien au sens général de l'opération. Introduire les valeurs de la civilisation occidentale dans les pays sous-développés était un moyen d'assurer l'hégémonie des métropoles sur leurs colonies, comme d'inculquer les valeurs bourgeoises aux enfants des prolétaires était un moyen de justifier et d'assurer l'hégémonie capitaliste même s'il devait en résulter des ennuis par la suite.

Dans la première phase de la colonisation, la résistance à l'envahisseur et au pillage européen est indissolublement liée au refus de sa culture. La résistance des civilisations autochtones, l'attachement aux croyances et aux pratiques traditionnelles, le rôle des sorciers comme opposition à la christianisation et à l'assimilation ne sont présentés le plus souvent que sous leur aspect négatif : elles n'en sont pas moins les manifestations les plus éclatantes de la réalité nationale autrement plus réelles et convaincantes — parce que fondées sur une base sociologique vraie — que le patriotisme abstrait que les dirigeants bureaucratiques de la période néo-colonialiste s'efforcent d'inculquer dans les limites actuelles de leurs micro-nationalités.

Certes, cela ne saurait signifier aujourd'hui que le rejet des mystifications culturelles de l'Occident implique le retour en arrière et l'idéalisation des valeurs anciennes. Il y a là, cela est certain, une ambiguïté dangereuse. Mais cette ambiguïté n'est-elle pas au cœur de la contestation dans les pays occidentaux eux-mêmes ? Ne la voyons-nous pas avec une netteté particulière dans notre mouvement de mai ?

Pour les marxistes, évidemment, la condamnation portée contre le système capitaliste, le rejet des valeurs de la société de consommation ne saurait impliquer, bien au contraire, le refus de la civilisation technicienne elle-même. Il s'agit de renverser les objectifs, de maîtriser les lois économiques et de dominer

la machine pour les mettre au service de l'homme, en lui permettant de choisir, de définir et de satisfaire ses besoins sociaux. Mais il est clair que de nombreux courants du mouvement de mai, d'inspirations philosophiques différentes (anarchistes et chrétiennes en particulier) remettaient en cause les fondements techniques de la société industrielle. Par delà les aspects folkloriques discutables, une partie des phénomènes « beatniks » par exemple, s'apparente au rejet gandhiste de la civilisation industrielle jusque dans ses formes, et non plus seulement dans sa finalité.

Un problème analogue se pose aujourd'hui dans les pays sous-développés. Les valeurs de la société occidentale que le mouvement de mai a mises en cause sont aussi l'alibi du néo-colonialisme. La guimauve de l'humanisme, assaisonnée de quelque négritude, y sert de couverture à l'exploitation capitaliste étrangère et à la volonté de jouissance de la nouvelle bourgeoisie. Pour les intellectuels des anciennes colonies, la situation est sensiblement la même que pour les étudiants européens, à la fois victimes du système d'exploitation et relativement privilégiés dans la mesure où ils en sont eux-mêmes les auxiliaires. La révolte des étudiants contre leur rôle futur dans la société industrielle est à cet égard un exemple pour tous les intellectuels des pays néo-coloniaux. Le type de hiérarchie qu'ils ont rejeté, le refus de subir les décisions arbitraires, revendication commune aux étudiants et aux jeunes ouvriers. C'est aussi la contestation de l'ordre néo-colonial.

Pas plus qu'en Occident il ne s'agit ici d'une contestation abstraite et purement idéologique. Même si les aspects économiques directs ne sont pas clairement exprimés, même — ce qui est évidemment le cas — s'ils ne sont pas perçus par les principaux intéressés, c'est-à-dire par les paysans, le rejet des hiérarchies et des valeurs de la société néo-capitaliste ne peut qu'entraîner un bouleversement complet, non seulement des rapports de production mais encore de la nature et de l'échantillonnage de la production elle-même. Ce qui est vrai pour les pays sous-développés, où la distorsion entre la gamme des produits (ou des importations) et la priorité des besoins est incomparablement plus grande.

Comme en Occident, c'est à ce niveau que se situe le risque d'un retour en arrière, par rupture des approvisionnements et diminution du standard de vie des masses populaires elles-mêmes. C'est à ce niveau également que le problème des rapports entre mouvements révolutionnaires des pays industriels et luttes populaires du tiers monde doit être posé en termes pratiques pour en examiner les conséquences éventuelles sur ce qu'il est convenu d'appeler la « coopération ».

De même que les grands thèmes internationaux, malgré leur présence implicite dans le mouvement de mai n'y ont guère trouvé d'expression publique, de même on a peu parlé de la coopération avec les pays en voie de développement. Il y a là, il ne faut pas nous le dissimuler, un risque certain de malentendu avec nos camarades de ces pays. Les formes actuelles de la coopération sont pour l'essentiel un moyen d'assurer la continuation de l'exploitation coloniale par d'autres moyens, avec le maximum d'efficacité et le minimum de crise. Il n'en résulte nullement qu'il serait souhaitable d'interrompre toute « aide » matérielle et technique sous prétexte que l'effondrement des régimes néo-coloniaux qui en résulterait faciliterait l'évolution de ces pays vers le socialisme. Il faudrait plutôt craindre qu'elle n'appelle d'autres dominations impérialistes, américaine par exemple, sous des formes encore plus rudimentaires de la dictature.

Ces conséquences sont graves. Le gouvernement gaulliste s'obstine à jouer la politique de fausse grandeur dans les domaines les plus coûteux et les plus douteux : maintien à tout prix (ou le plus longtemps possible...) de la parité monétaire ; poursuite acharnée de l'aventure atomique. Pour payer cette politique ruineuse, il lui faudra rogner sur les équipements civils en France et sur les dépenses de coopération. Déjà réduite au seuil minimum (de l'aveu même du rapporteur U.D.R. à l'Assemblée Nationale), l'aide française va se détériorer encore, en quantité et en qualité. Les crédits les plus contestables de la « coopération » militaire et policière seront les derniers touchés, tandis que les crédits d'équipement eux-mêmes seront détournés sous la pression croissante des impératifs commerciaux. Enfin, lorsque arrivera l'heure inévitable de la dévaluation, les partenaires de la France au sein de la zone franc seront les premières et principales victimes de l'opération.

Ce sont là des conditions propices pour dresser les uns contre les autres les peuples des pays industriels et les populations du tiers monde, en faisant apparaître leurs revendications comme contradictoires et incompatibles. Elles impliquent de notre part un grand travail d'explication politique et de coordination, en liaison la plus étroite possible avec les mouvements révolutionnaires des pays intéressés. Elles exigent que soient posés à la fois les problèmes de la collaboration révolutionnaire entre les mouvements et de la coopération entre les États, que la première ne saurait exclure ni remplacer.

(1) Voir T.S. n° 386, du 24 octobre 68.